



# VOIX OUVRIÈRE

POUR LA CONSTRUCTION D'UN PARTI OUVRIER RÉVOLUTIONNAIRE

21 AVRIL 1964 N° 12

Paraît toutes les deux semaines - 0,50 F

## Que proposent les Syndicats ?

Après cette opération réussie, De Gaulle va probablement se porter mieux et pourra donc envisager l'avenir avec confiance.

Mais nous, nous n'avons pas les mêmes espoirs. Et les « opérations » qu'il nous a fait subir dans son discours de la semaine dernière n'avaient pas pour but d'améliorer notre santé.

Après l'énoncé de chiffres mirifiques autant que cyniques concernant l'augmentation de notre niveau de vie depuis le début de son régime, De Gaulle s'est surtout employé à nous dire sur tous les tons, que nous ne devons pas exagérer et qu'après les pharamineuses augmentations dont nous avons bénéficié depuis cinq ans, il allait falloir désormais mettre un frein à nos appétits de luxe. Les « revendicateurs » n'ont qu'à bien se tenir.

Il est bien dommage que les organisations syndicales de la classe ouvrière ne soient pas capables de prendre Monsieur De Gaulle au mot et de le mettre en demeure, lui et le patronat qu'il représente, d'accorder nos salaires aux chiffres de son discours. S'il était vrai que notre niveau de vie ait augmenté de 21 % depuis cinq ans « quelle qu'ait été la hausse des prix », c'est de plus de 70 % que nos salaires nominaux auraient dû être augmentés depuis cette époque, et cela en ne tenant compte que de la hausse des prix officielle.

Mais, malheureusement, il n'apparaît pas que les Centrales syndicales soient décidées à exiger quoi que ce soit de De Gaulle et des siens. En effet, que nous proposent-elles de faire ? Rien.

Le gouvernement nous l'a dit : le plan de stabilisation signifie le blocage des salaires. Quelle est la réponse des syndicats ? Ils « protestent ». Mais les protestations ne changeront rien, nous le savons bien.

Devons-nous attendre un changement à notre situation de la future élection à la Présidence de la République ? Ou celle-ci nous ramènera De Gaulle, ou elle nous dotera de Monsieur Defferre et, dans un cas comme dans l'autre, cela ne changera rien non plus.

Alors ou bien nous devons nous résigner et admettre de vivre dans des conditions de moins en moins bonnes avec des horaires de travail prolongés, ou bien l'ensemble des travailleurs devra être en mesure d'exiger, du gouvernement et du patronat, des conditions de salaires et de vie en rapport avec l'évolution du progrès technique et du monde moderne.

Nous l'avons vu, ni le gouvernement ni le patronat ne sont prêts à nous céder cela d'eux-mêmes. « Exiger » cela veut donc dire les contraindre à céder. Pour cela il faudra lutter.

Et, lutter, cela vaudra dire lutter tous ensemble, au cours de mouvements grévistes mettant en jeu toute la classe ouvrière en même temps, pour des revendications communes à tous. Car il faut que les revendications soient communes pour que tout le monde lutte ensemble.

Tous les syndicats sont à peu près d'accord pour dire qu'un tel mouvement serait souhaitable, mais que les travailleurs n'y sont pas prêts, ou que les conditions ne sont pas « toutes » réunies.

Mais que font-ils pour le préparer ? La grève du 18 mars, qui a mis en mouvement six millions de travailleurs, pour une heure ou une journée, aurait pu être une étape dans cette préparation. Mais le temps passe, et les Centrales syndicales ne font part ni de leurs idées ni de leurs perspectives. Devrons-nous faire d'autres grèves d'ici les vacances ? Quand ? Comment ? Quelle corporations ? Ensemble, ou pas ensemble ?

Non, les centrales syndicales ne préparent pas la lutte déterminée qui pourrait obliger de Gaulle et le patronat à céder.

Elles nous « amusent » et les profits augmentent et pas les salaires.

Les Centrales syndicales vont nous répondre une fois de plus par une bordée d'injures. Mais s'il leur reste de la place après cela, qu'elles nous disent donc si elles pensent, oui ou non, que nous aurons prochainement les augmentations de salaire qu'elles « réclament » (10 à 15 % selon les cas) et les 40 heures, et par quels moyens ?

V. O.

## La nouvelle loi électorale municipale :

# DROIT DE VOTE ET DÉMOCRATIE BOURGEOISE

**P**ARCE que le Parlement était alors divisé en une dizaine de formations politiques différentes, ce qui entraînait une trop grande instabilité gouvernementale, la quatrième République fut, on le sait, exécutée par la bourgeoisie française. De Gaulle, à qui elle fit appel en la circonstance, reçut mission de remédier à la chose. Depuis six ans il s'y applique avec succès.

Dernier témoin de cette activité inassablement fixée sur le même but, tel est le récent projet de loi électorale municipale que le gouvernement entend présenter au Parlement.

Le scrutin proportionnel qui n'était plus appliqué, depuis 1959, que dans les villes de plus de 120.000 habitants, alors qu'en 1945 il était prévu pour toutes les communes de plus de 9.000, disparaîtra de toutes les élections municipales. Ainsi, dans les villes de plus de 30.000 habitants il y aura un scrutin majoritaire et deux tours avec, de surcroît, des listes bloquées.

Cela signifie que les formations politiques ne pourront pas, en particulier, modifier leurs listes après le premier tour, ni même fusionner deux listes, et que les électeurs ne pourront ni donner leurs suffrages à des candidats figurant sur des listes différentes, ni même modifier l'ordre établi sur une même liste, c'est la liste ayant la majorité absolue au premier tour ou celle ayant la majorité simple au second qui recevra, et simplement, tous les sièges à pourvoir.

Le résultat d'un tel scrutin est évident : les listes minoritaires n'ont strictement aucune chance d'obtenir le moindre siège. Il ne reste à leurs candidats, s'ils ne veulent abandonner la partie, que d'accepter de se fondre dans une des 2 ou 3 listes qui ont seules des chances de pouvoir obtenir la majorité des suffrages soit en passant avec armes et bagages dans l'un des deux ou trois partis majoritaires, soit, au minimum, en concluant avec l'un deux une alliance dès le premier tour, c'est-à-dire de façon « aveugle ».

Ainsi il sera beaucoup plus difficile pour les partis minoritaires d'entrer dans l'arène des élections municipales sous leur propre drapeau. Et comme ce drapeau, à l'exception du P.C.F. et, dans une moindre mesure, du P.S.U., ne recouvre que la seule et unique activité électorale, cela équivaut quasiment à une condamnation et à une disparition de ce processus, ou du moins son but, étant la constitution de deux seules grandes formations politiques, monopolisant l'ensemble des sièges à pourvoir.

D'autant plus que les modes d'élection au Parlement, scrutin uninominal, et à la présidence de la République vont déjà dans le même sens et ont le même but. Dans ces deux cas également, les coalitions des différents partis sont nécessaires et l'échec des partis minoritaires garanti d'avance.

La nouvelle loi sur les élections municipales ne fera que compléter l'œuvre du régime sur le plan électoral et constitutionnel. Elle lui était cependant nécessaire, car l'assise des différents partis de la quatrième République ne résidait pas seulement dans la possibilité d'avoir de plus ou moins nombreux sièges au Parlement, mais aussi dans la possibilité de participer à la gestion des municipalités.

C'est ainsi que De Gaulle contribue dans toute la mesure de ses moyens à mettre sur pied le

régime idéal pour la bourgeoisie impérialiste de notre époque : une démocratie à l'américaine ou à l'anglaise, dans laquelle les partis peuvent seuls compter sur le plan électoral, tous deux également dévoués aux intérêts de la bourgeoisie, même si l'un, pour les besoins de la cause, apparaît un peu plus rose que l'autre.

C'est ainsi, surtout, que le droit de vote se vide de plus en plus de tout contenu réel dans le cadre de la démocratie bourgeoise.

Bien sûr ce droit de vote n'a jamais permis aux classes exploitées de changer fondamentalement leur sort ni même de l'améliorer de façon notable. De cela il ne pouvait même pas être question. Il y a longtemps que les révolutionnaires socialistes sont unanimes sur ce fait et ne se font plus d'illusions.

Pourtant un véritable régime parlementaire, ou simplement un mode de scrutin plus honnête, comme par exemple le scrutin à la proportionnelle intégrale, en permettant la représentation parlementaire, ou encore municipale, de formations minoritaires, permettrait du même coup la représentation légale du prolétariat révolutionnaire.

Un véritable parti ouvrier révolutionnaire pourrait, par exemple, espérer un minimum de sièges au Parlement et par conséquent se servir de celui-ci comme d'une tribune pour faire entendre la voix du prolétariat.

Les différentes lois électorales excluent pratiquement à l'heure actuelle cette possibilité. Hors

d'une crise politique importante il est exclu, presque par définition, qu'une organisation révolutionnaire obtienne la majorité des suffrages dans une quelconque circonscription. Mais ce n'est pas cela, bien entendu, que la bourgeoisie, par l'intermédiaire du régime gaulliste, s'est efforcée de supprimer ; les organisations révolutionnaires ne représentent pas un danger qui préoccupe la bourgeoisie à ce niveau-là.

La bourgeoisie française cherche avant tout à écarter le P.C.F., et les réformistes sociaux-démocrates de toutes les assemblées élues, autrement que liés les uns aux autres, sinon même à pire qu'eux, par des accords électoraux qui empêchent toute surenchère entre eux. Elle veut contraindre les organisations politiques à se fondre au sein de deux partis de gouvernement, alternativement au pouvoir, ou dans l'opposition.

Mais en essayant ainsi de restreindre le choix de l'électeur et, par là, en soustrayant l'élu, davantage encore, s'il est possible, à tout contrôle, le régime gaulliste et la bourgeoisie qu'il représente ne font que rendre en core plus évidente la nécessité pour les exploités, de la lutte sur le terrain extra-électoral.

Car s'il est de plus en plus apparent que le bulletin de vote n'est qu'un chiffon de papier, il est de plus en plus apparent que la partie ne se joue pas dans les urnes mais dans les usines ou dans la rue.

Jacques MORAND

## Defferre en Bretagne :

# “ JE VOUS EMMÈNERAI SUR MON JOLI BATEAU ”

Réunions publiques, discours, tables rondes, prises de contacts : après trois jours de visite en Bretagne, Defferre vient de rentrer dans son fief marseillais.

On sait quelle confiance accordez aux déclarations électorales, on sait que de toute manière, Defferre n'avait ni l'intention, ni même la possibilité de définir quoi que ce soit de précis quant à sa politique future. Mais dans ce domaine, le silence étant parfois plus éloquent encore que les paroles, il n'est pas difficile de retrouver à travers ce qu'a dit ou n'a pas dit le candidat, ce que ferait le président.

**D**EFFERRE a vu beaucoup de monde. De Saint-Nazaire à Quimper, de Concarneau à Lorient, il s'est adressé tour à tour à des pêcheurs, paysans, ouvriers, notabilités. Comme dit la presse, il a été confronté aux problèmes locaux.

Aux problèmes locaux d'une Bretagne qui connaît le chômage, les licenciements dans les villes (à Saint-Nazaire, à Hennebont), la crise agricole dans les campagnes. A ces problèmes dits bretons, qui sont « locaux » aujourd'hui, mais qui pourront ne plus l'être demain.

Qu'a-t-il trouvé à dire, le candidat de la « gauche », devant les ouvriers de Saint-Nazaire menés par Defferre ? Quelques critiques contre les pouvoirs publics « complices d'un certain patronat rétrograde ». Promesses « d'étudier le dossier ». L'exposé d'un projet présenté comme moderne, en tous cas brumeux, de nationalisation des Chantiers et envisageant la création des sociétés mixtes où participeraient avec l'Etat des capitalistes privés.

Qu'a-t-il trouvé à dire aux paysans de Lorient ?

Qu'ils avaient « raison de manifester, de barrer les routes, de faire des grèves » pour se faire entendre. Mais maintenant, il faut attendre le rendez-vous que De Gaulle leur avait fixé. En ce qui concerne l'avenir, promesse d'un plan qui tienne compte des « intérêts » de la Bretagne.

Quant aux pêcheurs, il a déclaré qu'« une solution doit pouvoir être trouvée » et qu'il « s'emploie à la rechercher ».

Notons en passant qu'il a réussi à déclencher l'hilarité générale en prétendant comprendre les problèmes des pêcheurs... étant lui-même possesseur d'un bateau de pêche.

L'Express (qui fut, rappelons-le, le parrain de la candidature Defferre) félicite le maire de Marseille « complices d'un certain patronat rétrograde ». Promesses « d'étudier le dossier ». L'exposé d'un projet présenté comme moderne, en tous cas brumeux, de nationalisation des Chantiers et envisageant la création des sociétés mixtes où participeraient avec l'Etat des capitalistes privés.

(Lire la suite en page 7)

# LE MUR DE LA RÉSIGNATION

**L**UNDI dernier, différentes organisations juives ont commémoré le 21e anniversaire de l'insurrection du ghetto de Varsovie.

C'est une histoire assez peu connue que celle de la vie et de la mort du demi-million de personnes rassemblées par les nazis à l'intérieur du « mur ».

En septembre 1939, près de 360.000 juifs habitaient Varsovie. Peu après la prise de Varsovie une série de mesures spéciales dirigées contre eux étaient rendues publiques. Elles avaient pour objectif la ruine économique, politique et sociale des israélites, avec leur liquidation physique comme résultat inévitable. Le quartier juif de Varsovie fut mis en quarantaine; Adam Tcherniakow, un des anciens chefs de la communauté juive fut convoqué à la Gestapo, le 4 octobre 1939 et reçut l'ordre de constituer un nouveau conseil juif (Judenrat) qui devait recruter les brigades de réclamations par l'occupant, maintenir l'ordre, à l'aide d'une police juive, lever les impôts etc... Une année se passa avant que le ghetto ne fut créé. Il fut projeté dès novembre 1939 mais les juifs varsoviens réussirent à en détourner la menace au moyen de l'argent, de la vente d'argent, à la fin avril 1940 on apprit que le premier ghetto avait été créé à Lodz, la principale ville industrielle de Pologne. Les choses devinrent plus claires : on assistait à l'avènement d'un nouveau Moyen-Age.

La construction du ghetto de Varsovie prit la majeure partie de l'année 1940. Au début le quartier juif fut entouré de fils barbelés et de palissades. En septembre un mur de 2 m 50 de hauteur commença à s'élever, autour du quartier et il fut achevé l'été 1941. Quand il prit forme il entourait un rectangle de 2 km de longueur sur 600 m de largeur coupé en deux par une rue « arçenne » surplombée d'un pont qui permettait le passage entre les deux parties. Il comprenait 1.500 immeubles groupés en une centaine de pâtés de maisons. En octobre 1940, les 80.000 non-juifs habitant le quartier sous quarantaine durent le quitter en l'espace de deux semaines ; leurs logements furent occupés par les 140.000 juifs qui avaient résidé hors de ce quartier. Le 16 novembre 1940 le ghetto fut officiellement créé. En janvier 1941, 360.000 juifs l'habitaient : la densité y était neuf fois plus élevée qu'à l'extérieur, en mai de la même année ils seront 430.000.

Les conditions sanitaires sont horribles ; on s'entasse à douze par pièce, l'eau et l'électricité sont régulièrement coupées, le typhus se répand à une allure vertigineuse et les vaccins coûtent une fortune. La famine commence à sévir : la ration alimentaire est d'à peine 800 calories par jour.

Pour les Allemands la situation est délicate, ils craignent la possibilité d'une révolte du ghetto qui risquerait de s'étendre à tout Varsovie. Ils empoisonnent donc, avec succès, les relations entre juifs et polonais « chrétiens » d'autant plus facilement d'ailleurs qu'il y a en Pologne de fortes traditions anti-sémites. Puis ils se tournent vers les juifs. En créant le Conseil Juif ils veulent leur donner l'impression que le ghetto est destiné à durer de nombreuses années et que dans l'immédiat ils n'ont rien à craindre pour leur vie et ils y réussissent. La chronique du ghetto de Ringelblum écrite au jour le jour l'atteste : pratiquement jusqu'à la fin la signification de la déportation demeurait un mystère pour la majeure partie des juifs.

Très rapidement le Conseil Juif devient le lieu de rencontre des plus riches qui sont persuadés qu'en payant ils n'ont rien à craindre. Grâce à des pots de vin ils obtiennent de la Gestapo des postes au Conseil, des concessions exclusives pour le ghetto (par exemple Kohn et Heller obtiennent le tramway). Leur dirigeant, Tcherniakow adopte la devise « Se taire, ne pas raisonner ». Pour se faire respecter, le Conseil crée la Police Juive forte de 1.700 agents recrutés parmi des fils de « bonne famille ». Les Allemands promettent aux policiers juifs que les membres de leur famille ne seraient pas inquiétés. D'autre part le Conseil Juif demande et obtient l'autorisation, pour parer à la situation alimentaire catastrophique, de faire un emprunt auprès des banques allemandes,

garanti par les comptes juifs bloqués (comme dans la meilleure société capitaliste). Parallèlement au lumpen prolétariat allemand au pouvoir et au parti nazi, la Gestapo mettra au pouvoir au ghetto les souteneurs, voleurs et assassins en créant la Police des trêves pour lutter « contre la fraude ». Cette police deviendra l'organisation n° 1 de maitres-chanteurs ; toute puissante pour délivrer contre argent comptant, dépenses de travail obligatoire, rations alimentaires.

Chez les plus déshérités la dé-moralisation est terrible à un tel point que lorsque deux juifs se rencontrent l'un dit à l'autre : « L'un de nous deux travaille certainement pour la Gestapo ? » (Ringelblum, chronique du ghetto). A la fin 1941, les enfants grevèrent comme des mouches, de faim, de froid, de privation. Les cantines gratuites ravitaillaient 100.000 personnes. 5.000 juifs se portèrent volontaires pour aller travailler en Allemagne, 10.000 par la Pologne car « Les nouvelles des camps ne sont pas trop mauvaises ». Cela encouragea nombre de gens à se présenter à l'embauche (Chronique du ghetto). 20.000 juifs poussés par la faim iront travailler en Allemagne, pour ne pas aller dans les camps « on mange mieux ».

Lorsque la police juive commença à assassiner ceux qui s'opposaient à elle, certains prendront sa défense : « Tu respectais bien les allemands, pourquoi ne respectes-tu pas les juifs ? » (Chronique du ghetto). Ce monde de morts vivants à ses souteneurs, ses putains, ses bourgeois, ses flics et ses légalistes. Les bruits les plus fous circulent. Lancés par les allemands ou par les imaginations échauffées. Les deux sans doute. Un jour, on annonce la paix pour le mois prochain, un autre jour la possibilité d'obtention de visas pour l'Amérique, la Suisse, puis l'augmentation des rations allemandes à Umschlag, la vie sauve aux ouvriers « productifs » travaillant pour les ateliers de la Wehrmacht. Enfin, il promettent à chaque atelier sa priorité de survie sur les autres ateliers, puis aux hommes la priorité sur femmes et enfants, les bons ouvriers sont « respectés » aux mauvais. « Ils resserraient constamment le cercle, ils (allemands) dupaient sans cesse, ils disaient que les déportations étaient terminées, afin d'empêcher toute révolte » (Chronique du ghetto). On créa la garde du travail, sorte de maîtrise autorisée à diriger les ateliers et à sauver la vie de ses membres et celle de leur famille. Pour lutter contre l'apathe qui se manifestait, une presse clandestine (principalement sioniste, communiste et socialiste) se créa. Elle ne proposa, à aucun moment, l'insurrection. Le 18 avril 1942, les imprimeurs et distributeurs clandestins furent exécutés. De la création du ghetto en novembre 1940 jusqu'à sa fin, avril 1943, les allemands n'eurent aucune résistance en profitèrent pour isoler plus hermétiquement le ghetto de l'extérieur et faire mourir de faim ses habitants. **Septembre 1941 :** Franck annonce une réduction des rations alimentaires avec succès. Intaradant au bureau de poste du ghetto d'acheminer le courrier venant de l'étranger.

**5 octobre 1941 :** Peine de mort pour toute sortie du ghetto sans autorisation.

**Fin octobre :** Suppression des lignes de tramways traversant le ghetto.

**Janvier 1942 :** Visite du ghetto supprimée pour les Allemands en permission.

La fin du ghetto commença en juillet 1942. Du 22 juillet au 3 octobre, 310.000 juifs furent déportés. Le 22 juillet, le Conseil juif rendit public le décret sur les déportations : « Est en compte au compte du sexe et de l'âge. Tcherniakow se suicida. Le 29 juillet, les juifs sionistes décident de s'unir pour créer une seule organisation de résistance. Le 5 août, l'ordre d'extermination arrive au ghetto. Les opérations durent une semaine. Le 7 août, toutes les rues et toutes les maisons sont bloquées. Le 20 août, premier signe de résistance : Joseph Szezynski, chef de la police juive, est grièvement blessé. Le 21 septembre la SS prend officiellement en main l'administration des « affaires juives de Varsovie ». Les 2.000 policiers juifs, qui s'étaient particulièrement distingués par leur zèle et leur cruauté à déporter les autres, sont déportés à leur tour avec leurs fami-

les. Le 20 octobre, est formé le comité juif de coordination qui comprenait cinq mouvements sionistes (Hachomer, Dror, Gordonia, Poale-Sion, Hechalutz), les communistes (P.P.R.) et les socialistes (Bund), il dressa les plans d'une organisation militaire (Organisation Juive de combat).

Les déportations massives qui avaient cessé le 3 octobre 1942 reprennent le 18 janvier 1943. Il ne restait plus que 40.000 juifs. « Les juifs d'ailleurs s'attendaient depuis longtemps à cette éventualité. Nous avions franchi le seuil de la Powiak, à deux heures du matin et quelques heures plus tard de forts détachements de S.S. de Lithuaniens, d'Ukrainiens, ainsi qu'un régiment spécial de Lettons, pénétrèrent dans le ghetto et commencent un pogrom. Mais ces brutes eurent la surprise de rencontrer de la résistance armée. Beaucoup de juifs qui étaient barricadés dans leurs maisons, tiraient sur les assassins, car le mouvement de fuite avait pu rassembler des armes et des munitions en quantité considérable ».

Les nazis et leurs acolytes se retirèrent donc et revinrent cinq jours plus tard avec des tanks et des blindés. Toutes les maisons où ils rencontraient de la résistance étaient incendiées et les gens qui tentaient d'en sortir y étaient refoulés et périssaient brûlés vifs » (Journal de Mary Berg).

Pendant plusieurs jours d'énormes combats eurent lieu. Le 19 avril 1943, dans la nuit du 18 au 19 avril 1943, des unités de S.S., d'Ukrainiens, de Lettons, de Lithuaniens cernèrent le grand ghetto. Le 19 à l'aube, les blindés allemands commencent à bombarder les maisons. Les juifs retranchés les reçoivent à coups de grenades et de mitrailleuses. Au bout de quelques heures les nazis se retirent. Ils revinrent l'après-midi avec de l'artillerie de campagne puis firent donner l'artillerie lourde. Le bombardement dura trois jours et trois nuits. Fin avril, le ghetto n'était plus qu'un immense brasier : la lueur de l'incendie se voyait à des kilomètres à la ronde. Ceux qui, par miracle, parvenaient à échapper aux flammes étaient fusillés par les nazis à la sortie du ghetto. Au cours de cette bataille, les Allemands utilisèrent plus d'artillerie que pour le siège de Varsovie.

Les combattants juifs (au nombre de 6 ou 700) se réfugièrent dans les caves et dans les souterrains dont un réseau courait sous le ghetto. Les Allemands firent sauter les pans de murs calcinés puis les caves, une par une, ils envoyèrent des rafales de mitrailleuses et des gaz toxiques dans les conduits les plus profonds. A la mi-mai, le ghetto n'existait plus. Des combattants isolés continuèrent la lutte pendant plusieurs semaines.

Ainsi pendant plusieurs années, les bourreaux nazis ont obtenu de la population juive de Varsovie qu'elle s'enferme elle-même, s'impose à elle-même les sacrifices qu'ils lui demandaient et finalement se livre, docilement, à l'extermination. Il a fallu la déportation de 90 % des habitants du ghetto pour qu'enfin les derniers s'insurgent et fassent le choix de mourir debout, les armes à la main pour se sentir, comme l'écrivirent des combattants survivants, enfin libérés de leur peur.

Mais qu'on ne s'y trompe pas, la vie et la mort du ghetto nous offrent, en raccourci, une image de notre propre sort. Combien d'entre nous si on leur montrait dans une quelconque boule de cristal, ce que la vie, c'est-à-dire la société, leur réserve actuellement d'endurer et surtout quand et comment elle les fera mourir, combien accepteraient, résignés, cette existence de misère. Très peu probablement. Et, comme pour les juifs de Varsovie, ce qui nous fait tout endurer, tout subir, jusqu'à la fin, c'est l'espoir que les misères passeront, d'eux-mêmes, ou, tout au moins, n'attendront que les autres sans nous atteindre nous-mêmes.

L. STERN

## Le Syndicalisme selon "Antoinette" ou L'art d'accommoder les restes

« ANTOINETTE » vient de partir à la conquête des masses. Couleurs, tricot, jeu-est et photo roman, « Antoinette » mise au goût du jour, veut plaire, être la « revue de la travailleuse moderne ». Le tirage du numéro 1 est épuisé, les nouvelles lectrices se comptent par dizaines de milliers et lors de la réception organisée le 28 février pour fêter la sortie du N° 1, Madeleine COLIN pouvait expliquer « la raison d'être d'Antoinette » : la femme, le travail et l'amour » et souligner « son rôle dans le combat que mène la C.G.T. pour la défense des revendications et des intérêts des travailleuses ». (« Antoinette » N° 2 - avril 64).

On y apprend l'art de confectionner soi-même sa garde-robe et, au côté d'articles soulignant l'exploitation de la femme à l'atelier, au bureau et parfois, comme à la maison, on trouve des placards comme celui-ci : « si vous avez un peu de temps, nous vous suggérons de réaliser cet imperméable pour fille ou garçon ». Comment composer des plats économiques et savoureux, comment se faire des compresses de concombres ou d'abricots pour rester belle quand même. Comment aménager des « coins-télé-repos relativement bon marché ». Comment faire pour bien vivre avec moins de 600 francs par mois, garder le sourire et conserver un port de reine. C'est en somme un recueil de recettes et conseils pour ériger les fins de mois et suppléer le manque d'argent par des trésors d'ingéniosité. Comme on le voit, ce ne sont là des choses ni nouvelles, ni originales.

Mais où est donc la modernisation d'« Antoinette » ? Madeleine Colin dans « le Peuple » du 31-3 écrit que puisque l'objectif de l'« Antoinette nouvelle formule » est d'être mise « dans les mains de toutes les femmes et jeunes filles qui travaillent, cela suppose de la rendre acceptable, désirable par toutes, et de tenir par conséquent le plus grand compte de ce que pensent, de ce que font et aiment ces travailleuses que nous voulons gagner, démystifier et le propagande du pouvoir il faut tenir compte de l'état d'esprit que forge cette mystification quotidienne ; et, qu'il s'agisse de notre propagande, de l'organisation, de la participation à la vie syndicale, prendre les travailleuses — et en l'occurrence les travailleuses — tels qu'ils sont et non tels que nous voudrions qu'ils soient ».

Donc, puisque les travailleuses

sont mystifiées et qu'elles ont l'air d'aimer ça, il faut leur servir du photo-roman et du meilleur. On y voit une jeune orpheline, ouvrière d'usine se laisser line, ouvrière d'usine, se laisser garçon-livreur — par une jeune fille riche héritière d'une bijouterie-parfumerie. Grâce au soutien énergique d'une amie qui joue les cafards, l'immorale idylle est rompue, l'inconstant fiancé repenti revient à sa sage petite amie. Tout est bien qui finit bien. Et pour répondre aux critiques des militants de la femme travailliste « gênées » par cette édifiante histoire, Madeleine Colin poursuit : « Combien de jeunes filles, de jeunes femmes et reconnaîtront leur drame personnel ou celui d'une camarade d'atelier ! La différence entre ce roman-photo et les autres c'est qu'il est sain et près de la réalité. Les personnages sont tous de jeunes travailleuses et le travail, les conditions de vie sont présents dans l'intrigue. Ce ne sont pas des êtres idéologiques vivants dans un milieu irréel et facile, quand il n'est pas équivoque ou franchement crapuleux. On ne trouvera dans les photos-roman d'« Antoinette » ni la dactylographe qui épouse miraculeusement son patron, ni la fille qui, par son charme, son sommeil et des moyens douteux résout ses difficultés et réussit dans la vie ».

« C'est une histoire d'amour toute simple, et si l'on peut dire...quotidienne ». Il est en effet possible que dans la vie de tous les jours de tels sentiments existent. La morale bourgeoise avec son hypocrisie, ses préjugés, ses vieilles haines tenaces de la liberté, a pénétré tout, empoisonné tout, mais qu'à la rédaction d'« Antoinette » on trouve cela « sain » voilà qui est significatif. Le communisme social au service de l'amour pauvre mais honnête, c'est le dernier cri de la morale « communiste » vue par la C.G.T. vingtième siècle.

Décidément l'émancipation de la femme passe par des chemins encore plus tortueux et impénétrables que ceux de la providence. Pauvre « Antoinette » ! Et curieuse conception d'une revue syndicale ! Dans l'esprit de ses promoteurs, « Antoinette » doit être le journal unique capable de réunir à la fois la mode et la nouvelle littéraire comme « Elle », le patron gratuit comme « Le petit écho de la mode », les poèmes sur la vie des artistes célèbres comme « Cinémondie » avec des informations politiques et sociales comme « Match » et des

enquêtes comme « France Soir ». L'ouvrière, l'employée, la ménagère doit y trouver ce qu'elle trouve ailleurs avec cette différence que l'orientation générale de la revue se veut sociale, orientée vers les préoccupations et les problèmes de la femme travailliste et que l'héroïne principale. Mais, comme la grande réalité c'est le manque d'argent, par tout, pour tout, tout le temps, cela donne un « idéal » de confort — matériel et moral — au rabais, à l'économie, l'aménagement laborieux d'une vie harassante.

Certes une revue syndicale de masse ne doit pas se détourner de la vie quotidienne de milliers de femmes, de leurs difficultés et de leurs besoins, elle doit donner la parole à la travailleuse et l'aider à prendre conscience de travers les mille problèmes de la vie de tous les jours, de l'exploitation et de l'oppression qui est son lot. Mais pour être un journal de masse, il ne suffit pas de « plaire », il faut expliquer, éduquer, ouvrir des perspectives, parler de ce qu'il est possible de faire, des moyens d'y parvenir. Le journal doit être un instrument de prise de conscience mais aussi un espoir, une parole nouvelle, que l'on ne peut trouver ni dans « Ni dans » « Cinémondie » - Le journal des travailleuses se doit d'aborder toutes les questions sociales, économiques, politiques, dont on a tenu si longtemps les femmes à l'écart, d'abattre les préjugés, de poser en termes concrets — et ils ne manquent pas — les problèmes de l'émancipation morale et sociale de la femme ! Et, au lieu de placards comme celui-ci : « tricotiez vous-mêmes à mailles géantes, ces tailleurs de printemps dont vous rêviez » on inviterait la femme à se libérer de l'esclavage des tâches ménagères, pour lire, parler, discuter, se réunir, réfléchir aux moyens d'améliorer son sort par la lutte sociale et non par le tricot de nos grand-mères ! « Antoinette » est, il est possible qu'« Antoinette » « plaise ». Ses rédacteurs font tout pour cela, ils empruntent sagement le chemin tout tracé des préjugés et des traditions. L'esprit revendicatif lui-même est amorti, voilé pour ne pas paraître les nouvelles lectrices. « Antoinette » nouvelle formule est à l'image d'une C.G.T. réformiste disputant au patronat quelques miettes mais s'accommodant fort bien de la division de la société en classes, cherchant non pas à supprimer l'exploitation mais à la rendre « moins brutale, plus supportable ».

Michèle TOURNAY

# ECHOS DES ENTREPRISES

LES « échos » publiés dans cette rubrique sont extraits des bulletins « Voix Ouvrière » qui paraissent régulièrement dans un certain nombre de grandes entreprises de la région parisienne et des autres centres industriels importants.

En effet, le présent périodique représente l'élargissement de l'activité que des militants ouvriers mènent dans leurs entreprises au moyen de ces bulletins, depuis plusieurs années déjà en certains endroits.

La dégoûterence des parisiens dits ouvriers, la sclérose des appareils syndicaux se manifestent en premier lieu dans leurs tracts et leurs journaux d'entreprise, un d'atelier, tracts et journaux qui n'expriment plus depuis longtemps ni les préoccupations, ni les sentiments, ni les intérêts des travailleurs.

C'est pourquoi, fin 1956 — alors que sur les ordres d'un Premier ministre core connue, mais nous savons par avance les « délégués » que nous aurons au département.

## RÉGIE RENAULT (BILLANCOURT)

### UNE DUPERIE

La date à laquelle nous allons être appelés à voter n'est pas encore connue, mais nous savons par avance les « délégués » que nous aurons au département.

Le scrutin de liste ne permet pas en effet que nous choisissions nous-mêmes nos représentants. Ils sont choisis par avance par les organisations syndicales et on nous demande une simple ratification. La loi bourgeoise ne reconnaît pas le scrutin d'atelier avec candidats libres: il y aurait pourtant un moyen simple de tourner cette loi et de démocratiser le scrutin.

Nous avons en gros, au département, droit à 4 délégués: 3 C.G.T. et 1 C.F.T.C. Dans un premier temps on nous mandera à tous les ouvriers, ceux susceptibles de faire acte de candidature. Les noms recueillis seraient proposés et dans un vote à bulletin secret les ouvriers se prononceraient. Les 4 premiers sortiraient élus, 3 dans une liste, 1 dans l'autre. Il ne resterait plus qu'à ratifier.

Les délégués seraient alors responsables devant les ouvriers et les décisions prises par ces derniers seraient respectées. Il ne serait plus possible que ces délégués par exemple nous proposent des débrayages tournants alors que seulement nous aurons alors montré favorablement.

La Direction préfère le statu quo, ridiculise les délégués sans que les ouvriers se sentent concernés et répondent négativement à la moindre des revendications. Les syndicats, quant à eux, se cramponnent à ce scrutin antidémocratique qui leur permet d'avoir un meilleur contrôle des mouvements.

Si c'était faux, il y a longtemps qu'ils auraient entamé une lutte sur ce point.

(Extrait du n° 177 de la V.O. R.N.U.R. Dépt 37).

### ON CONNAIT LA MUSIQUE

Depuis quelque temps, nous sommes l'objet de sollicitations « officieuses » pour partir au Havre. Chéron, en réception de délégués, a démenti la chose en expliquant que si la R.N.U.R. s'installait au Havre, c'était pour utiliser la main-d'œuvre locale. Il n'en reste pas moins que nous ne sommes ni sourds, ni aveugles, ni imbéciles et qu'on nous a bel et bien demandé si nous étions disposés à partir au Havre et qu'il y a quelque chose dans l'air.

Puisque officiellement on ne sait rien, gardons nous de tomber dans le piège des sondages officieux. Nous aussi nous voulons des garanties, des explications et des engagements précis. Faute de quoi nous n'avons pas à répondre lorsque nous sommes présentés dans une question d'attitude personnelle, car nous serons tous d'une manière ou d'une autre, concernés, dans un proche avenir, par les mesures qui se préparent. C'est collectivement que nous devons poser le problème et exiger des explications.

Après, nous verrons.  
Extrait du n° 90 de la V.O. U 5 - R.N.U.R.

### MUTATIONS ET DECLASSEMENTS

Récemment, au département 70, on n'y a, paraît-il, beaucoup de travail, sont arrivés des ouvriers mutés des forges. De ce fait, ces camarades ont subi des diminutions sensibles de leurs salaires car la Direction ne fait pas de cadeaux — elle nous considère d'abord comme capables d'effectuer un travail très fatigant, ceci étant sanctionné par un supplément de salaire, alors qu'il faudrait employer les moyens techniques évitant cette fatigue. Ainsi, les primes de ceci, les primes de cela, chaque mutation correspond trop souvent à un déclassement.

Pour nous, il est inadmissible qu'une mutation se traduise en déclassement. Si chacun d'entre nous était certain de retrouver le même salaire et les mêmes conditions de travail, qu'est-ce que cela pourrait nous faire de travailler à U 5 aux forges ou au département 70. Seulement, la Direction a su diversifier nos salaires et les études de postes justifient pour elle ces déclassements. Pour nous, notre salaire ne doit pas diminuer, si la Direction a jugé que nous devons gagner tant à un certain moment, il n'y a aucune raison de changer.

Extrait du n° 141 de la V.O. Bâtiment « C »

### REVUE DE QUARTIER ET NETTOYAGE DE PRINTEMPS

Et que ça brille ! Au département, suite à une visite de notre Directeur de Groupe accompagné du responsable du département, une véritable manie du nettoyage et de la peinture atteint tous les ateliers. Un peu partout, les lignes jaunes, les placards sont repeints, les cloisons sont nettoyées, plus de chiffons, qui traînent, car le « grand chef » veut de l'ordre et de la propreté. Encore un peu et on se croyait à l'Armée, faut que ça brille, le colonel va passer la revue. Jusqu'à maintenant, la saleté, cela ne dérangeait personne, mais pour faire bien vis-à-vis du Baron, on repeint sur la crasse. Au fait, notre Directeur ne veut pas de saleté; qu'il aille un peu dans les blocs sanitaires, là il y a du travail; il est vrai que là il ne s'agit pas de production.

(Extrait du n° 100 de la V.O. Dpt 18)

### LES ABUS

De tout le service entretien, les ouvriers du Dt 51 sont le plus mal payés, toujours au mini des barèmes. Pourtant leur travail est des plus pénibles et le plus sale — mais ils ne bénéficient pas, comme certains autres catégories, du 1/4 d'heure de douche. Abus le plus criant: beaucoup d'ouvriers, au courant du service hydraulique, sont payés comme O.S. tout en faisant depuis des années le travail de P. 1 ou de P. 2. Preuve qu'en aucun cas nous ne sommes payés selon nos capacités et que la « promotion ouvrière » n'est qu'un mensonge de propagande bourgeoise.

La direction tire son profit de ces abus. Mais les ouvriers du

51 acceptent-ils encore longtemps d'en être les victimes ? (Extrait du n° 68 de la V.O. Entretien).

### Y A QU'À...

Aux anciens, on essaie de fiche la trouille à cause du manque de travail. Histoire de leur faire comprendre qu'ils doivent limiter leurs prétentions. Mais si, dans quelques secteurs dont le sort est encore mal défini, le travail est encore calme, par contre, dans tous les services liés directement à la fabrication et à la vente, c'est un rythme de dingue.

Dans les bureaux de planning, de méthodes ou de fabrication, à la mécanographie, à la dactylographie, aux approvisionnementnements, etc., les chiffres, les codes, les listings dansent devant les yeux d'une façon ahurissante.

Là-dessus, des chefs, pas mauvais-bougres, mais qui, par crainte de ne pas être à la hauteur, sont fatigués et empoisonnés.

Il faut bien faire du travail !

Puisque la politique des « ya-qua » est à la mode, « ya-qua » mettre du monde.

Mais, mettre du monde, cela veut dire avoir de la place. Puisque nos bureaux sont surchargés, il faut faire construire et de l'argent « ya-qua » en prendre sur les investissements. On en trouve bien pour construire des ateliers et des bureaux dans le monde entier. « Ya-qua » en réserver un peu pour nous permettre de faire notre travail correctement, sans agitation et en diminuant l'horaire sans diminuer la paie.

### ÇA CONTINUE...

A une dizaine de jours d'intervalle, un deuxième ouvrier syndiqué CGT du Dépt 37 vient d'être exclu de sa section syndicale. Les motifs de cette nouvelle exclusion sont les mêmes que pour la précédente: opposition aux tournantes et défense des idées émises par la « Voix Ouvrière ».

Ainsi, en quinze jours, les sbires de la rue Yves-Kermen ont fait appiquer les 37 ordres venus d'en haut. Aucune opposition ne doit se faire à leur tactique.

En 1964, si vous n'êtes pas pour les grèves tournantes, les lâcher de ballons et le tam-tam, vous n'avez pas votre place au syndicat. Voilà où ils en sont.

Certains ouvriers pensent que ces exclusions ne sont que règlements de comptes entre différents idéologues, et ils regardent cela de très loin. Mais en fait, ces exclusions nous concernent de très près. Le syndicat est l'organisation élémentaire des ouvriers; à une certaine époque, être viré du syndicat, c'était être considéré comme un traître à la classe ouvrière. De nos jours, après tant d'années de trahison syndicale, être viré du syndicat c'est se voir décerner un brevet de combativité et de dévouement à sa classe.

Et si au travers des attaques qu'on porte à ses camarades on tente de nous démoraleiser, c'est avec eux pourtant que nous pourrions nous organiser.

(Extrait du n° 23 de la V.O. R.N.U.R.).

## AIR FRANCE (Orly-Nord)

### LEURS PROBLEMES ... ET LES NOTRES

D.M.L.O. électricité veut devenir une division d'avant-garde à la pointe du progrès.

On vient de faire savoir au personnel équipe par équipe, que le rendement était vraiment d'un bas niveau.

« Nous ne sommes plus compétitifs », déplore le chef de service. Les compagnies étrangères ne nous donneront plus de travail à exécuter car le nombre d'heures passées à la révision du matériel est fort important et de ce fait, le prix de revient est élevé!

Ces messieurs déplorent également que depuis plusieurs années les temps d'attente des travaux n'ont pas varié alors que d'après eux, la productivité aurait dû augmenter.

Les travailleurs ne sont pas des esclaves; ils n'ont aucun intérêt à forcer quotidiennement les cadences de travail.

Donnons quand même un bon tuyau à la Direction pour résoudre ses problèmes: quelle nous fasse faire 35 heures par semaine et la productivité horaire augmentera peut-être!

Extrait du n° 43 de la V.O. Air-France

LIRE LA « V. O. », C'EST BIEN, LA SOUTENIR, C'EST MIEUX.

## CITROËN (Région parisienne)

### AUTO-EXPLOITATION

Dans son dernier bulletin, réservé au personnel, Citroën se félicite d'une « suggestion » relative à la production et qui a rapporté 1.200 F à son auteur, — un chef d'équipe. Elle s'en félicite d'autant que cette idée lumineuse a eu pour effet de remplacer un ancien système qui, dit le bulletin, « était à peine suffisant pour satisfaire la cadence ».

Des suggestions, nous ouvriers, pourrions en faire par dizaines, tant les moyens de production sont anarchiques, mais nous nous en gardons bien. Nous savons très bien que la Direction ne exploiterait justement pour augmenter ces cadences que beaucoup d'entre nous ont de la peine à suivre, ce qui explique d'ailleurs qu'en général ce sont seuls les chefs d'équipe, qui pensent que leur rôle est justement de surveiller et d'augmenter si possible ces cadences, qui en présentent.

Et puis, nous n'avons pas à nous occuper d'augmenter les profits de la Direction, car 1.200 F, pour l'auteur de la suggestion, cela représente en fait pour Citroën des millions résultant du gain sur la matière, aussi bien que des minutes gagnées sur notre dos.

Dans une autre société que cette société capitaliste, c'est-à-dire dans la société socialiste, effectivement l'apport « suggestions dans le travail » permettrait un gain de temps nous assurant plus de loisirs. Mais, à ce mo-

ment-là, ce ne serait pas les quelques centaines de capitalistes qui en tireraient profits (ils n'existeraient plus), mais, nous tous, les travailleurs.

### LE CERBERE : HOTESSE D'ACCUEIL

A Javel, à l'outillage, tout le monde doit subir un jour ou l'autre les mesquineries d'une certaine responsable du sel!

Que ce soient les employés du sel, sous ses ordres, qu'elle se permette de mettre à pied pour un simple retard, ou bien nous, les consommateurs, lorsque nous ne comptons pas assez vite les tickets de repas, n'importe quel prétexte lui est bon pour assouvir ses besoins de représailles.

Pourtant, nous avions déjà eu à nous plaindre d'elle lorsqu'elle se trouvait à un comptoir de vente de l'usine, réservé au personnel.

Mais peut-être serait-elle mieux à sa place au bureau d'accueil pour la clientèle? Celle-ci apprécierait certainement sa façon de recevoir les gens.

### FEMMES DE MENAGE EN UNIFORME

Il paraîtrait que dans certains bureaux, le ménage est fait, de bon matin, par des militaires appelés, casernés au Ministère de l'air à Balard. Ces militaires, pour la plupart mariés et pères de famille, viendraient chercher là

un complément à leur misérable solde de 30 centimes par jour que leur alloue généreusement l'administration militaire.

On savait déjà que Citroën et l'Armée avaient bien des ressemblances et se comprenaient bien.

On savait que les anciens juvéniles, légionnaires ou filles, travaillaient place dans la hiérarchie.

Mais que l'absence de salaire chez les jeunes soldats permette à Citroën de trouver là une réserve permanente de main-d'œuvre pour pallier le manque de femmes de ménage, voilà une information qui, à notre avis, porte atteinte à la réputation de la maison et mérite un démenti. Nous espérons que la Direction n'y manquera pas.

### LES TEMPS SONT DURS

« Le Monde » du 19 avril 1964 dans sa page financière, cite le chiffre définitif des bénéficiaires Citroën pour 1963. Plus de 2 milliards d'anciens francs. Ce chiffre ne représente en fait qu'une très petite partie des bénéficiaires réels de l'usine puisque Citroën a un milliard et demi d'A.F. de chiffre d'affaires par jour.

Mais même 2 milliards d'anciens francs nous préférerions les voir dans notre poche, plutôt que dans celle de quelques actionnaires dont le seul boulot est de percevoir des coupons.

(Extrait du n° 170 de la V.O. Citroën)

LIP (Besançon)

POUR UNE LISTE COMMUNE

Enfin, ça y est, les élections vont avoir lieu les 29 et 30 courant. Nous devons aller tous voter; c'est la meilleure façon de river son clou à un certain Fred Lip qui multiplie, depuis plusieurs mois, ses attaques à nos droits syndicaux.

Nous regrettons, une fois de plus, que nous ne puissions pas élire par atelier ou par secteur, les camarades que nous jugeons les plus aptes à mener avec nous la lutte syndicale, car ce serait la façon la plus démocratique de désigner nos délégués. Mais la loi et la démocratie ouvrière sont deux choses bien différentes... Nous voterons donc pour une liste globale de délégués. A ce sujet, des discussions ont eu lieu dans les réunions syndicales sur l'opportunité ou non de présenter une liste commune des deux syndicats C.G.T. et C.F.T.C. aux élections. Bien sûr, les deux appareils locaux, celui de la rue Bataillon (C.G.T.) et celui de la rue Moncey (C.F.T.C.) y étaient opposés: on est, en fait, certes, mais... faut quand même pas négliger les intérêts de la boutique! A la boîte les délégués actuels, pourtant, étaient favorables à une liste unique. C'est aussi notre avis. Il n'y a chez Lip, aucune différence d'orientation entre les deux syndicats: les tracts sont communs, les actions menées ensemble. Alors, pourquoi deux listes? Nous pensons que, surtout dans l'actuelle période, la présentation d'une liste unique, face aux meneurs du patron, serait une bonne riposte. Une seule liste de 8 noms pour 8 sièges à pourvoir, cela ne nous laisse guère de choix au moment du vote, éminent certains... Mais deux listes incomplètes n'ouvrent pas un éventail de votes bien supérieur. Et le vote revêtirait une autre

signification, car nous ne choisirions pas une étiquette plutôt qu'une autre. Ce qui comptera vraiment, ce sera les noms inscrits sur cette liste. Faisons l'unité autrement qu'en paroles. C'est le vœu de tous les ouvriers de chez Lip qui n'y ait qu'une seule liste syndicale.

DU RIFIPI CHEZ LES « IMPRODUCTIFS » ?

En ce moment dans l'usine, le patron a ordonné la chasse aux « improductifs ». Ce qui va donner lieu à des mutations spectaculaires ou tout simplement des mutations administratives. Spectacles remarquables de département pour éliminer purement et simplement de petits chefs d'équipe ou des contrôleurs pour la simple raison qu'ils ne leur ont pas obéi au doigt et à l'œil. Ou par de simples mutations administratives, devenant, par le simple déplacement d'une étiquette, réguler. Il est possible également que les bureaux ne soient pas épargnés.

Dans toute cette affaire, le plus sûr est certainement l'amour-propre de petits chefs: ne se considérant plus, à tort, comme des exploités, mais comme des serviteurs zélés de la Direction. Il leur faudra peut-être se salir à nouveau les mains. Souhaitons que ceux d'entre eux qui l'avaient oublié, pour un galon, retrouvent leur conscience d'ouvriers.

ENCORE LUI ?

Cette semaine, faut-il lui accorder la palme du parfait salopard, à notre joujat des moteurs. Il a, récemment, fait muter de son atelier un ouvrier qui était en maladie, hospitalisé. Si son courage ne va pas plus loin, on a vite jugé son homme.

(Extraits du n° 93 de la V.O., Lip.)

HISPANO-SUIZA (BOIS-COLOMBES)

C'EST TOUJOURS LE MOUSSE QU'ON MANGE !

Il n'est pas facile d'être jeune pas plus qu'Hispano qu'ailleurs. Pour un salaire dérisoire que viennent rendre encore plus famélique les trop fameux abattements d'âge, ils doivent faire les plus mauvais boulots, galoper d'un bout à l'autre de l'usine, boucher les trous, essayer, mauvaise humeur des chefs et... les conseils de morale de leurs compagnons de travail. Et cela c'est quand même un comble!

Au bureau, comme à l'usine, on ne juge mal parce qu'il s'agit de « s'intéresser » pas à leur travail. La belle histoire! Pour 40.000 ou 45.000 AF par mois, rester à la boîte 9 heures et demie par jour, c'est déjà beaucoup, c'est même beaucoup trop. Car c'est encore trop pour être considéré « improductif » comme nous, considérés d'un œil indifférent l'exploitation que nous subissons tous. Ils ne trouvent pas ça normal, eux, de passer 9 h. 1/2 par jour dans les murs d'Hispano, ils ne trouvent pas ça normal, eux, d'attendre après la paye pour aller à la messe, de passer deux jours à l'écarté, toujours davantage, et cela au XX<sup>e</sup> siècle. Ils trouvent que le travail chez Hispano ne mérite pas l'intérêt de leur dix-sept ou vingt ans. Ils trouvent que cette société est bien mal faite. Et ils ont raison.

Au lieu de se croire supérieurs à eux et de les sermoner sur leur façon de faire, essayons donc d'être avec eux, y eût tout peut-être, si nous l'avions fait plus tôt, nous n'en aurions peut-être pas la, car nous trouverions trop de choses insupportables dans notre exploitation quotidienne.

(Extrait du n° 3 de la V.O. Hispano.)

BERLIET (LYON)

ÇA NE FAIT PAS LE COMPTE

Ainsi, la Direction a « accepté » de reprendre les discussions dans le cadre des accords. Au terme des dernières entrevues, elle aurait accordé — ce qui est beaucoup dire, car c'était prévu — les 2 % pour le deuxième semestre, et d'autres améliorations de détail (extension de certains avantages des mensuels à quelques catégories d'ouvriers, augmentation des indemnités versées en cas de maladie aux travailleurs qui ont moins d'un an de présence, etc.).

On nous dit que ces « succès » seraient le résultat des journées du 18 mars et du 9 avril. Il ne faut quand même pas exagérer, car que revendiquions-nous le 9 avril? « Augmentation générale des salaires, réduction du temps de travail sans diminution de salaire, avancement de l'âge de la retraite, amélioration et extension des libertés syndicales ». Ce n'est pas cela que nous avons obtenu et nous ne l'obtiendrons pas par les « discussions d'action » que les organisations syndicales nous proposent. Ce n'est d'ailleurs pas dans le cadre de la lutte d'une usine, ou même d'une industrie à l'échelon départemental, que nous pourrions les obtenir, et chacun est conscient de cela.

Il est question d'une nouvelle mascarade de ce genre pour le 29 avril, mais cette fois, ce ne seront pas 2 ou 3 heures de débrayage que nous ferons, mais... 4! (Notons à ce propos qu'une journée d'actions est également prévue dans l'industrie chimique mais... pour le 28.) C'est se moquer des travailleurs. La façon massive dont nous avons débrayé le 9 montre que nous sommes prêts à la lutte, mais pas à faire toujours pour permettre aux directions syndicales d'aligner des communiqués et des chiffres. La Direction, elle, même sa politique. Elle feint de céder, ne cède réellement que quelques miettes qui ne lui coûtent pas

grand'chose, et permettent aux syndicats de prétendre que les actions limitées sont payantes, donc de se justifier. Mais nous, travailleurs, ne devons pas en être dupes. Quelles que soient les miettes que la Direction peut nous céder, ce sera pour éviter que nous ne touchions au morceau. Les syndicats, en nous entraînant dans des actions qui n'en sont pas, usent notre combativité et nous éloignent de la lutte véritable. Pour le morceau, il ne nous faut compter que sur nous-mêmes.

LES PROFITS SE PORTENT BIEN

« Nous nous préparons à devenir une entreprise à l'échelle du monde », a nous avons vendu 5.500 véhicules dans le premier trimestre 1964 contre 4.400 dans le premier trimestre 1963 soit 27 % de plus, etc., etc. Ce sont les déclarations faites par M. Paul Berliet lors d'une conférence de presse qu'il a donnée à l'Hotel Crillon à Paris (« Le Progrès », 16-4-64). Nous nous doutions bien que la maison marchait bien pour Berliet. Ses brillantes prévisions pour l'année 1964 expliquent peut-être qu'il ne veuille pas les voir compromettre par un conflit social et qu'il essaie de le prévenir en affectant de reprendre les discussions avec nos représentants syndicaux, quitte à nous lâcher quelques brochantes. C'est à nous à savoir profiter de cette situation pour lui arracher plus que les 2 % promis.

COMME A LA CASERNE !

Depuis quelque temps, Berliet embauche uniquement des jeunes, et il en embauche beaucoup. Il sait ce qu'il fait, car ces jeunes, soit par leur métier, soit par leur diplôme, ont un diplôme tout frais qui permet à la direction d'invoquer leur « manque d'expérience du travail ». Le but est clair: gagner de l'argent, en les payant moins, gagner de l'argent en les faisant travailler au maximum, car le rendement d'un jeune n'est pas celui d'un travailleur qui a 30 ou 40 ans d'exploitation derrière lui, même sans « l'expérience ». En outre, par l'intermédiaire de sa maîtrise, la Direction tente de « briser » l'unité des jeunes, en leur faisant faire des sortes de brimades de reuffades, en essayant quand elle le peut de nous diviser, en dressant les « vieux » contre les jeunes. Mais nous devons comprendre que, notre force est dans notre union, et ne pas nous laisser prendre à ce jeu. Veiller aux conditions d'embauche de jeunes, à leurs conditions de travail ensuite, les assurer de notre solidarité, les associer à nos luttes en leur montrant que c'est par la lutte sérieuse que l'on peut améliorer sa situation face aux patrons (et non en partant à la recherche de l'illusoire « bonne place »): tel est notre devoir envers les nouveaux camarades. (Extrait du n° 58 de la V.O., Berliet.)

ASSISTANCE PUBLIQUE

« AUTORISE »... A QUOI

Sur le plan national, il existe une catégorie d'infirmières ne possédant pas le diplôme d'Etat et classées dans la catégorie « autorisée ».

Cette catégorie est en voie de disparition et les autorisées actuelles sont, d'une manière générale, de vieilles infirmières ayant servi dans le corps médical de l'armée ou ayant suivi une formation professionnelle dans des écoles privées qui ne préparent pas au diplôme d'Etat.

A l'Assistance publique, cette catégorie existe encore et elle est surtout en activité dans les établissements privés rattachés de puis peu à l'AP.

Pour l'AP, cette catégorie est inexistante, et si elle se sert de la loi pour lui faire effectuer un travail de diplômée, elle oublie de la considérer comme telle et jusqu'à présent, l'avait classée dans la catégorie Agent Hospitalier.

Les autorités ont toujours demandé leur intégration dans le cadre de diplôme même si besoin était de passer une équivalence du Diplôme d'Etat. L'AP, ayant toujours refusé cette solution, vient d'en trouver une autre. Elle reclasse les autorisées dans le cadre d'aide-soignant, ce qui, pour elle, est une « montée hiérarchique » considérable. Mais cela ne résout nullement le problème. Il est un fait que, par cette montée de catégorie, les autorisées auront un salaire supérieur, ce qui n'est pas négligeable quand on connaît les salaires des agents hospitaliers, mais elles continueront toujours à faire un travail de diplômés sans en avoir la paye.

L'AP, compte sur les autorisées pour effectuer un travail où les responsabilités sont de plus en plus grandes. Il faut obtenir l'égalité de traitement en fonction du travail effectué. A travail égal, salaire égal!

Mais cette lutte ne doit pas concerner que les « autorisées », nous devons tous les aider, car c'est par de telles mesures que la direction fait pression sur les

UN « CADEAU » EMPOISONNE

Lorsque nous sommes de veille la direction nous accorde généralement un casse-croûte composé de 100 g de pain et de 40 g de beurre, fromage ou pâté. Nombreux sont nos camarades qui se sont plaintes du rationnement et de la mauvaise qualité de ces casse-croûtes. Pour toute solution, la direction n'aurait pas trouvé mieux

que de se débarrasser de cette préoccupation en supprimant le casse-croûte et en le remplaçant par une prime de deux francs par nuit faite.

Ce n'est déjà pas drôle de travailler toutes les nuits de onze heures du soir à sept heures du matin, d'avoir une vie décaillée, mais ça l'est encore moins de le faire sans rien dans l'estomac. Lorsqu'il s'agit de nous faire travailler, la direction trouve toujours des solutions. Pourquoi n'en trouverait-elle pas pour nous fournir un casse-croûte décent.

Dans certains hôpitaux comme Foch il existe des snacks qui offrent, en plus des repas du soir et du petit déjeuner, des casse-croûtes variés et une soupe chaude.

Attend la direction de Rothschild pour en faire autant? Il est beaucoup plus facile de nous jeter une prime de deux francs à la figure (somme qui dans quelques années ne nous permettra même plus d'acheter un sandwich) que de chercher à nous servir un casse-croûte agréable et varié.

AMENAGEMENT D'HORAIRE

Les aménagements d'horaires posent quelques problèmes quant à leur application, dans la mesure où il ne s'agit pas pour la direction d'une diminution du temps de travail, mais simplement d'un aménagement de nos horaires. L'équipe de garde est certainement la plus défavorisée et l'aménagement d'horaire avec réduction effective du temps de travail est le plus souhaitable. Pour cette diminution du temps de travail, nos camarades demandent le remplacement de la demi-heure de casse-croûte prévue par le Code du travail et qui n'est pas mise en application à l'AP, par une journée de repos supplémentaire toutes les trois semaines.

Il est un fait que nous devons exiger cette demi-heure, qui est un dû puisque nous travaillons en équipe de 8 heures consécutives, mais nous ne devons pas nous contenter de sa suppression pour avoir en remplacement un repos supplémentaire d'autant que notre équipe couvre le repas du soir que nous n'avons jamais la possibilité de prendre. Nous devons donc nous battre pour obtenir cette demi-heure et pouvoir ainsi dîner. De même que nous devons nous battre pour obtenir dans le cadre de la réduction du temps de travail, des 40 h, les repos supplémentaires qui eux aussi sont notre dû et nécessiteront une lutte de plus grande envergure. (Extrait du n° 46 de la V.O. Assistance Publique.)

C.A.F.L. (Saint-Chamond)

POISSON D'AVRIL

Suivant la « recommandation » de l'A.S.M.P.L., la plupart des entreprises de la métallurgie ont « accordé » généreusement à partir du 1<sup>er</sup> avril, 2 % d'augmentation.

Ainsi en a décidé le patronat de la Loire. La C.A.F.L. n'a pas voulu être en retard par rapport à la C.F.T.C. Mais cela ne cadre qu'à avec les chiffres mirobolants donnés par notre président dans son dernier discours télévisé. Giscard d'Estaing doit avoir deux dossiers de statistiques, l'un pour assurer la publicité au gouvernement et l'autre réservé au patronat.

En fait, personne n'est dupe et ce poisson d'avril est plutôt de mauvais goût.

Certes, la leçon que nous pouvons tirer c'est que les patrons savent accorder leurs violons, mais l'unité et la solidarité des travailleurs peuvent être bien

plus grandes encore. Nous sommes dans la machine qui tous les jours nous rassemble à l'usine.

L'existence de plusieurs centrales syndicales fait dire à certains que l'unité est difficile. Et, bien que nous souhaiterions une seule centrale ouvrière digne de ce nom, nous disons que l'existence de plusieurs organisations syndicales ne devrait pas être un obstacle à l'unité. Il y a un moyen de la faire, en se référant à la volonté de tous les travailleurs, que ce soit cette volonté qui soit souveraine et non celle de tel leader ou de telle formation.

Par la vraie unité nous pouvons engager une lutte valable pour des revendications sérieuses: augmentation des salaires de 200 F par mois;

— retour immédiat aux 40 heures sans diminution des salaires; — et garantie de ce salaire. (Extrait du n° 17 de la V.O.,

MICHELIN (Clermont-Ferrand)

ECONOMIES DE BOUTS DE PAPIERS

Michelin est un trust international, un des plus importants de France et des plus riches aussi. Il possède, dans toutes les fabrications, dont une des plus connues est sa maison d'édition (guides et cartes Michelin). On pourrait donc penser qu'au moins en ce qui concerne les fournitures de papier, la maison est un peu fourre-tout.

Il n'en est rien, car les enveloppes réservées au courrier intérieur figure cette mention: « lorsqu'un papier peut être vu par tout le monde, utiliser une enveloppe est un luxe ». Un peu est un peu, surtout pour les richards. Il faut gagner sur toutes les enveloppes, qu'elles soient en papier ou en caoutchouc.

(Extrait du n° 105 de la V.O. Michelin.)

PERMANENCE :

Tous les SAMEDIS de 16 h à 20 h 29, rue Château-Landon — PARIS (X<sup>e</sup>) —

P. T. T. (Toulouse)

APRES LE 18 MARS A LA GARE LES FAUX ARISTOCRATES

Après le 18 mars, « journée historique », qui laissait prévoir d'autres luttes de « grande envergure », les syndicats relancent la grève tournante à la gare. Ainsi, vendredi dernier, brigade par brigade les postiers du tri ont débrayé. Les revendications mises en avant vont de la prise de service à 20 heures pour l'équipe de nuit, au retour à la semaine de 40 heures.

Il n'est pas impossible que des mouvements partiels puissent arracher quelques revendications mineures comme la prise de service à 20 heures, par exemple.

Mais quand les centrales prétendent nous faire croire qu'il est possible par de tels mouvements d'arracher une augmentation sérieuse des salaires et le retour aux 40 heures, ils se payent tout de suite. Car pour cela il faut au moins une chose que des grèves par équipe.

Seul un mouvement à l'échelle nationale peut l'arracher. Les centrales syndicales, dont c'est leur rôle d'ailleurs, sont mieux placées pour organiser un tel rendement. Mais c'est pour éviter de le faire, qu'elles lancent les travailleurs séparément dans la lutte. Dans des mouvements partiels qui servent surtout à alimenter les commu-

La très corporatiste Fédération Nationale des Techniciens des P.T.T. a appelé ses adhérents et sympathisants à une grève de 24 heures, le 13 avril dernier. Les objectifs: revalorisation du statut et augmentation des salaires. La F.N.T. s'est bien gardée, le 18 Mars, de se joindre au mouvement des autres postiers, jouant ainsi le rôle de fauteur et pour son mouvement du 13 avril, n'a consulté aucune organisation syndicale.

Si les techniciens ou plus exactement ceux des techniciens qui suivent les consignes de la F.N.T. pensent pouvoir améliorer leur sort indépendamment de celui de tous, ils se trompent. Leur petit nombre ne peut dégrader en rien le fonctionnement des P.T.T. et puis, techniciens ou employés, l'administration a envers tous un même politique: verser à tous le moins possible en nous faisant travailler le plus possible. Les techniciens ne souffrent-ils pas comme nous de l'exigüité des locaux, de la compression du personnel et aussi d'une paye qui ne trouve pas place? Dans la lutte, leur rôle doit être à nos côtés, car c'est tous ensemble que nous pourrions améliorer notre sort.

(Extrait du n° 12 de la V.O., P.T.T. Toulouse.)

# S. N. C. F. (Région Parisienne)

## LES COUTEAUX AU VESTIAIRE

Chaque mois le comité mixte d'établissement se réunit, dans chaque établissement de la S.N.C.F. pour discuter des différents problèmes posés au cours du mois. Nos délégués y présentent leurs doléances « 8 jours à l'avance ».

Chaque mois aussi un procès verbal de la réunion nous est fourni par la direction. Et le compte-rendu des délégués, où est-il ?

Bien sûr, s'ils le faisaient régulièrement ils seraient obligés de dire que cette réunion ne sert à rien, que les représentants de la direction racontent aux petits garçons qu'ils sont ce qu'elle veut bien, qu'ils n'ont aucun moyen de pression pour faire aboutir les revendications qu'ils soumettent, enfin, qu'en présentant ces revendications ils font croire à tout le monde que la discussion peut tout résoudre, ce que n'est pas la peine d'envisager, autre chose.

Alors ils ne font pas de compte-rendu de mandat, à chaque mois, continuent à nous mener en bateau pour nous faire patienter encore un mois.

Pourtant la solution existe en dehors de ces mascarades, de cette prétendue représentation ouvrière.

Un service qui estime qu'il n'a pas assez de personnel n'a qu'à laisser le travail s'accumuler et aller au grand complet expliquer son point de vue à la direction. Ce sera peut-être un manque évi-

dent de savoir-vivre, mais ce sera sûrement plus efficace.

La discussion n'est valable que quand on est à force égale, quand on se présente avec les couteaux. Le traditionnel tapis vert n'a jamais servi à rien et ce n'est à tromper tout le monde. A nous de savoir ce que nous voulons : écrire nos revendications sur papier ministère ou les faire aboutir.

(Extrait du n° 107 de la V.O. S.N.C.F.)

# S. N. C. F. (Chapelle - triage)

## UNE DE PLUS

On nous signale une « grande semaine d'action » dans notre corporation du 20 au 25 avril.

Après la grève de 24 heures du 18 mars, qu'on nous présentait comme un prélude à une action plus large, voilà tout ce qu'on nous propose.

Une grève de 24 heures + une semaine d'action = semaine d'action + une grève de 24 heures le trimestre suivant.

Tout cela ne fait pas avancer nos affaires et on ne peut que prendre cette semaine d'action pour ce qu'elle est : une manière même pas élégante ni inédite de se payer notre propre grève.

(Extrait du n° 16 de la V.O. Chapelle-Triage.)

# CHANTIERS DE L'ATLANTIQUE

## (Saint-Nazaire)

### UNE LOI DU CAPITAL

Le fonds national de l'emploi est une loi du capital et l'appel à la participation des syndicats est une manière normale s'inscrivant dans la politique dite des accords d'entreprise.

L'application de la pré-retraite aux licenciés âgés de 62 ans révolus est, certes, un aspect positif de l'action ouvrière, cependant combien désordonnée. Mais c'est sa préparation qui a permis la réduction des horaires (P.N.C.Z.O n'entendait pas lâcher 90% de 44 à 48 heures) et a couvert le licenciement de 250 travailleurs âgés de moins de 55 ans.

Dans la pratique c'est le pouvoir d'achat de l'ensemble des salariés des chantiers navals qui a été réduit. Les magasins et réserves auraient été vidés par des familles ouvrières nageant dans l'abondance où disparaissent-elles d'économies substantielles après satisfaction de leurs besoins essentiels. Non rien de tout cela. C'était déjà la gêne dans la plupart des foyers ; ce sera maintenant la misère en travaillant.

Il fallait faire avaler la pilule avec la médication du F.N.E. Si cela n'était, il n'y aurait eu ni licenciements, ni réductions d'horaires et la retraite décente paraîtrait à 60 ans (ainsi que le prévoit un texte dont la nébulosité annule l'alléchéance).

Les revendications essentielles restent posées :

- 1° Augmentation des salaires ;
- 2° Réduction des horaires sans perte de rémunération ;
- 3° Avancement de l'âge de la retraite ;
- 4° Conventionalisation d'un pouvoir d'achat effectivement garanti.

Ce ne sont pas quelques accrochages locaux ou des manifestations spectaculaires qui régleront sérieusement ce PROBLEME VITAL. S'il faut recourir à une action plus large dont partent les centrales en ne faisant rien qui aille vraiment dans le sens de la réalisation.

D'autres licenciements se préparent aux Chantiers de l'Atlantique.

# S M P A (Montoir-de-Bretagne)

## LA TARTE KROUCHTCHEV A LA SAUCE MAO

Un groupe de « camarades » exécutants du centralisme démocratique, s'agite nerveusement dans le bain de la préparation de deux congrès : Métaux et U.L. Les mécontents démissionnent et rient (à ce qui se dit)...

seraient limogés (l'opération en cours est visible)... Quant au secrétaire, il serait remplacé par le « vote du congrès (1) ». Il ne faut pas que des déni-outiques, qui prêts à s'agaciller devant l'équipe Deferre, au nom de la sacro-sainte unité de surface, pour l'aboutissement d'un gaullisme (sautée) sans de Gaulle.

# CHAUSSON (Gennevilliers)

## L'ESSAI DU TOLIER

Un débosseleur avait réussi son essai de tolier à Asnières. Mais à la R.U. quand il a été transféré à sa nouvelle fonction, le chef d'atelier a déclaré tout net qu'il n'était pas capable d'effectuer ce travail. L'essai a donc été annulé.

S'il suffit d'un chef pour constater cet examen, cela prouve bien l'inutilité d'un tel, pratiquement. Alors pourquoi la maintenir ?

En réalité si Chaussion fait si peu de cas de son essai, c'est qu'il l'utilise pour appâter le plus souvent de jeunes O.S. en quête de travail, faisant miroiter l'espoir d'une rapide promotion.

Mais ce qu'il nous faut obtenir c'est qu'un débosseleur qui effectue le travail de tolier touche la paye d'un tolier, examen ou pas. Car la S.U.C. vend ses marchandises au même prix, que le travail soit fait par des ouvriers qualifiés ou non.

En passant, on peut d'ailleurs noter que le chef en question n'est pas inconnu de nos camarades de la Floride. Quand il était venu de l'ordre sur cette chaîne, sa façon de diriger sa manœuvre, sa façon de parler, sa manière folle, ainsi que celle de ses acolytes, ont obligé les camarades à faire une grève d'une demi-journée, qui l'a rejeté à la R.U. Ce chef qui est un ancien O.S., a donc eu son essai de chef invalidé par les ouvriers. Alors pourquoi la Direction l'a-t-elle laissé lui, à son poste ?

(Extrait du n° 163 de la V.O., Chaussion.)

# PANHARD (Paris - 13<sup>e</sup>)

## CINEMA-VERITE

En l'honneur de la nouvelle CT 24, une armée de cinéastes sont venus filmer toutes les qualités de sa fabrication. Il s'agit bien, en effet, de qualités ! Mais quels sont les vrais secrets de fabrication ?

Les ouvriers de chez Panhard proposent quelques sujets pour un court métrage :

— L'arrivée des ouvriers aux chaînes après avoir passé en moyenne une heure dans un métro bondé ;

— La cantine — 700 places pour 5.000 employés. Ici, les ouvriers battent la CT 24 sur les 100 m. pour avoir une place !

— Les performances des salariés ! Pourquoi ne pas en parler ? Elles sont aussi fulgurantes que celles de la CT 24 : 248 F pour les manœuvres ;

— Et nous arrivons à la fin de notre proposition : les ouvriers près 50 heures passées à la fabrication, évidemment nous passons sur l'ambiance des chaînes, les brèves des chefs, etc. ;

Pourquoi toujours montrer le même côté de la médaille !

## LA CHOSE

### EST FUMANTE

Une blouse blanche par trop zélée a mis, il y a quelque temps, un avertissement à un camarade qui fumait. Nous pouvons admettre qu'en certains endroits, en particulier là où on travaille avec des matières inflammables, il soit interdit de fumer.

Mais le piquant de l'affaire c'est que cet « avertissement » a été donné dans un coin où on travaille... au chalumeau. Cette histoire aurait pu être amusante si un camarade n'en

avait subi les conséquences.

Elle prouve, une fois de plus, que n'importe quel chefillon peut venir sanctionner pour des motifs ridicules.

Si cela se reproduisait, nous pourrions lui faire passer le goût du tabac.

(Extrait du n° 33 de la V.O., Panhard.)

# GENÈVE (Ivry)

## COURIR N'EST PAS TENIR

Depuis quelque temps, un bon nombre de camarades ont quitté Genève pour tenter leur chance dans d'autres boîtes de la région parisienne.

Bien sûr les conditions de travail ne sont pas si réjouissantes à Genève que l'on ne puisse comprendre ceux d'être nous qui essaient de s'en sortir.

Seulement est-ce réellement s'en sortir ? Il y a bien peu de chance, car ceux qui quittent Genève ont toutes les chances de retrouver des conditions de travail sensiblement semblables dans leur nouvel emploi : cadences, brimades des chefs, etc. — même s'ils obtiennent une légère augmentation de salaire.

Il n'y a pas de miracle. Nos conditions de travail et de vie ne peuvent pas être vraiment changées en jouant sur la simple concurrence entre patrons.

Cela, nous ne pourrions l'obtenir que par notre lutte. Plutôt que de faire le tour des usines parisiennes, c'est organiser cette lutte que nous devons nous fixer comme tâche primordiale.

(Extrait du n° 71 V.O. Genève.)

# CABLES DE LYON (LYON)

## LE GOUPILLON ENTRE LES DENTS

Une fois de plus, la section C.F.T.C. des mensuels s'est tristement illustrée lors de la Nième journée d'action qu'on nous avons faite le 9 avril. Non pas que nous nous fassions des illusions sur la portée d'une telle action, mais, une fois qu'un mouvement est décidé en commun et c'était le cas, il est élémentaire de ne pas se désolidariser de ses camarades.

Et, quelle que soit l'attitude de nos camarades ouvriers de la C.F.T.C. qui, eux, ont fait grève, cette attitude de la section des mensuels ne peut être que la part d'un syndicat qui affiche ouvertement ses positions de collaboration de classe.

Et, à cet égard, la lettre ouverte des mensuels à la Direction Genève, du 16 avril dernier, en est une triste illustration.

La C.F.T.C. s'inquiète parce que la Direction « n'a pas de plan, pas de programme », et n'ose y croire : « cela serait contraire aux principes de gestion ». Elle craint l'avenir de « notre » entreprise : les Câbles manqueraient lorsque les Câbles manqueront de personnel vraiment qualifié ?

Et voilà le mot de la fin : « Comment concevoir que la vie même de l'entreprise est en danger sans en chercher la cause dans la gestion d'entreprise elle-même, et dans une attitude qui rejette l'initiative et la confiance du personnel ? »

Mais la Direction n'a que faire de notre « initiative », et notre « confiance ». La seule chose qui l'intéresse, c'est notre travail et les profits qu'elle en tire. Et on enveloppe tout cela dans de belles formules destinées à « Monsieur le Directeur Général » que l'on « remercie » (oui d'avoir reçu une délégation des mensuels le 9 avril, et auquel on adresse un coup de chapeau plus digne de larbins que de syndicalistes) : « Vous avez reconnu notre correction lors de notre entretien et nous vous en sommes reconnaissants. »

Après coup, certains ont prétendu que cette lettre était écrite sur le mode ironique. Nous, on veut bien (pourtant il est révélateur que son ton ne surprenne personne). En fait d'ironie, elle ne fera rire que les patrons qui ne peuvent que se réjouir des remerciements et de la reconnaissance et du jésuitisme de ces « militants ».

Mais qu'ils ne s'attendent pas à trouver chez nous pareille soumission.

(Extrait du n° 91 de la V.O., Câbles de Lyon)

# HOSPICES CIVILS (Lyon)

## LES BOUCHE-TROUS

A l'hôpital Edouard-Herriot, il manque plus d'une centaine d'agents de « direction », ce qui ne nous surprend pas car on ne peut pas dire que ce soit l'appât du gain qui les attire : 437,50 F par mois au début ce n'est pas folichon, les changements de service (sous prétexte que l'une ou l'autre de nos collègues est manquante dans un autre service) non plus. Et il faut se soumettre aux manies des nouveaux chefs de service et des religieuses. Quarante-cinq heures par semaine d'un travail ingrat avec une paye de misère, ce n'est déjà pas drôle, on n'a pas besoin d'em... par-dessus le marché.

## AU VINATIER

Beaucoup de nos camarades de l'hôpital du Vinatier ont demandé leur mutation tant et si bien que le chef du personnel a dû les interdire complètement pour ne pas voir son hôpital déserté. Il est anormal que des employés n'aient pas le droit de quitter un lieu de travail qui ne leur convient pas, à juste titre d'ailleurs : locaux vieillots, travail particulièrement pénible et aussi mal rémunéré que partout ailleurs aux hospices.

## DU FLAN

Comme tous les ans, à pareille époque, nous sommes en pleine campagne de sécurité.

Affiches, concours, beaux slogans n'y changent rien : maintenant, avant ou après, la fréquence des accidents est toujours aussi importante. Pourtant, officiellement, il est fort possible que les résultats de la campagne enregistrent une diminution des accidents avoués par la direction. Tout simplement parce que beaucoup d'accidents qui, en période normale, entraîneraient des arrêts de travail, ne le font pas durant la campagne de sécurité. Ainsi beaucoup d'accidents sont-ils camouflés, le patron préférant payer les gars accidentés en leur faisant faire un travail plus ou moins adapté à leur handicap, plutôt que de les mettre en arrêt de travail. Ce qui compte, ce sont les statistiques et le prestige d'un Peugeot sou-

La tension et la surveillance permanentes qu'exigent du personnel, les maladies du Vinatier, sont particulièrement éprouvantes, et la réduction des horaires de travail les concerne encore plus que tout autre.

Si les salaires et la durée de travail étaient ceux qu'un individu qui veut vivre normalement à notre époque, est en droit d'attendre, les H.C.L. trouveraient peut-être plus facilement le personnel qui manque.

## SERVICE PUBLIC

Le hall des entrées est le triste miroir de pénurie du personnel aux H.C.L. Seulement trois infirmiers y sont préposés, si bien que lorsque deux d'entre eux s'absentent pour un décès, par exemple, le troisième se retrouve seul avec un travail considérable.

Et il n'est pas rare de voir les malades attendre une heure, si ce n'est plus, sur des brancards dans le hall. Les bonnes âmes protestent parfois contre les grèves du personnel hospitalier, qui nuiraient aux malades. Mais cette situation leur nuit bien plus certainement, et de cela seul le manque de personnel est responsable.

(Extrait du n° 14 de la V.O., H.C.L.)

# PEUGEOT (Sochaux)

lieux de la sécurité de son personnel. Sans compter que la cotisation que paie Peugeot à la caisse des accidents est fonction du nombre d'accidents survenus dans la boîte. On comprend qu'il ait intérêt à en enregistrer le moins possible.

Mais cela n'empêche pas les accidents de se produire réellement. Et la méthode Coué n'y peut rien. Car les causes des accidents sont les cadences de production toujours plus poussées, et les primes au rendement qui incitent plus vite pour gagner un peu plus. La meilleure campagne sera celle que nous ferons, non pas sous les bons auspices de M. Peugeot, mais contre lui, en lutant pour exiger des conditions normales de travail qui n'attendent pas à notre santé physique et morale.

(Extrait du n° 41 de la V.O. Peugeot.)

Voix Ouvrière et les bulletins d'entreprise portant le même titre n'ont comme ressource que le produit de la vente et les soutiens de leurs militants et sympathisants. Voix Ouvrière ne peut vivre et se développer, les bulletins d'entreprise ne peuvent se multiplier que si ces soutiens vont en augmentant. Chaque franc que vous nous envoyez c'est 100 feuilles ronéotypées de plus et peut-être 200 ou 300 travailleurs de plus qui connaîtront Voix Ouvrière.

Les fonds sont à verser à nos collecteurs, diffuseurs et vendeurs ou à envoyer à notre C.C.P. N° 9124-78, Paris, au nom de Maurice Schreât.

29, rue du Château-Landon - PARIS-X<sup>e</sup>

**THOMSON (Gennevilliers)**

**LES SERVEUSES DES CANTINES DANS LA LUTTE**

Pour leurs revendications, la quasi totalité des femmes de cantine se sont décidées à passer à l'action. Nous pouvons nous rendre compte au vu de leurs salaires, ainsi que par leurs conditions inhumaines de travail, combien leurs revendications sont justifiées. C'est pourquoi nous les avons trouvées un midi en grève, manifestant pour leurs revendications. Nous avons pu voir par la même occasion la quasi totalité des délégués papillonner autour d'elles d'un air de propriétaires. Être auprès de ceux qui se battent est bien entendu leur rôle, mais c'est aussi d'être parmi les autres travailleurs pour organiser une solidarité effective. Après la pétition signée montrant que tout le personnel était disposé à appuyer les serveuses, nous avons pourtant attendu vainement leurs propositions d'action.

Parallèlement à cela, la Direction lançait ses ballons d'intimidation : note de service pleine d'allusions qui si elle a effrayé les syndicats, n'a pas effrayé le personnel. Bien au contraire. Le troisième jour, c'était le tour des représentants de la Direction de papillonner autour des ouvrières qui n'avaient pas reçu de consignes syndicales ce jour-là, pour « féliciter » le patron (parait-il). Heureusement qu'au premier service le personnel n'appréciait pas la présence de ces gardiens de l'ordre, n'a pas manqué de le manifester. Bien que ce jour-là, on aurait pu attendre en vain les consignes syndicales pour répondre à ce chantage patronal. S'il n'y avait eu quelques travailleurs pour commencer d'eux-mêmes à manifester, la direction se serait offert au moins l'illusion d'une victoire.

Mais, la volonté des serveuses d'aboutir, ainsi que la sympathie du personnel l'obligent sinon à céder entièrement, du moins à transiger.

**CRÉDIT LYONNAIS (Paris-Richelieu)**

**MEDAILLES DE L'EXPLOITATION**

A cette période de l'année, le Patronat récompense ses vieux employés. Au Crédit Lyonnais comme ailleurs, des chefs de service (souvent parait-il) ont remis de jolies médailles à ceux qui ont donné 23, 35 ou 45 ans de leur vie à la « grande famille »... Que les patrons jouent hypocritement de la « larme à l'œil », cela se comprend, mais que certains de nos collègues contemplent tout attendris, la médaille d'or et le ruban tricolore de leur exploitation, c'est tout de même tomber dans le panneau trop facilement.

C'est oublier que le patronat, par ce genre de récompense aux services rendus, fait accepter des salaires et des retraites de misère, fait prolonger journées de travail, les brimades des chefs, la fatigue, l'écrasement.

Quand nous partirons en retraite — et si toutefois il reste encore quelques années à bien sûr, pour nous consoler de notre difficulté à joindre les deux bouts, et pour ne pas sentir la grande fatigue que nous a léguée une vie de travail, contempler notre médaille, mais ce sera une bien piètre consolation.

Car il n'y a quand même pas de quoi être fier de penser que pendant 30 ou 40 ans notre travail a permis aux « grandes familles » de toucher leurs dividendes.

(Extrait du n° 46 de la V.O. Crédit Lyonnais).

**DESFOSSÉS (Issy-les-Moulineaux)**

**IMPOSER LA DEMOCRATIE OUVRIERE**

Les élections des délégués du personnel ont été recueillies d'une semaine.

Mais au sein de l'organisation syndicale qui avait à établir la liste des candidats, on n'a reculé devant rien pour éliminer la candidature des camarades (qui n'ont pas les mêmes idées, concernant les différents problèmes sociaux que se posent à nous, que celles émises officiellement par les dirigeants et leurs chantres. En particulier tous les camarades soupçonnés d'être de *Voix Ouvrière* ont vu leur candidature renvoyée en question, et un ouvrier de la taille-douce à même vu sa candidature rejetée très « démocratiquement » parce qu'il a refusé de condamner les idées émises par V.O. Ainsi on peut mesurer par les faits la sincérité de nos camarades dans le syndicat, et nous appelons à tous les vents à l'unité, unité qui pour eux consiste à penser comme eux, à faire comme eux, à se tenir comme eux et qui en outre nous re-

prochent de ne pas nous montrer et de ne pas prendre des responsabilités.

Les syndicats ne sont pas des partis politiques, mais des organisations de regroupement de tous les travailleurs dans leur entreprise, pour se défendre contre le patron, tous sans exception, donc avec leurs conceptions diverses et le droit pour eux de les exprimer et pour les faire connaître à l'ensemble de leurs camarades. D'ailleurs les statuts des syndicats reconnaissent formellement ce droit. Mais la comme ailleurs, ce droit reste lettre morte si nous ne savons pas le faire appliquer. Bien sûr, on marche sur ce droit parce qu'il s'agit de V.O. que ses détracteurs accusent d'être payée par les patrons, mais au fond ils savent bien qu'il s'agit pour eux avant tout de sauvegarder les intérêts bien en place de brimer ceux et de carrières, d'empêcher par exemple tous les ouvriers du rang qui expriment eux, qu'ils soient de V.O. ou pas, les intérêts de la classe ouvrière et de rien d'autre.

(Extrait du n° 87 de la V.O. Defossés.)

**SNECMA (Paris XIII)**

**A BON ENTENDEUR...**

Un chef de section de la réception a été licencié ; motif : un client se serait plaint de retards dans l'expédition de documents.

Vu que nous produisons principalement des « Mirages », la qualification de ce client peut nous laisser rêveur. Mais certes pas le procédé de la direction. Peu lui importe en effet les longues années de soumission, de « bons et loyaux services », il lui faut un coupable, elle le choisit, mais de préférence quand même dans les coefficients modestes.

De plus, elle fait coup-double, puisque cet exemple met les chefs, petits chefs et assimilés dans leurs petits souliers et les incite à faire du zèle.

Plus une erreur ne sera dorénavant tolérée, parait-il. Et sur ce sujet les notes de services recommencent à fleurir. A force de courir, certains ont obtenu un morceau de carotte, mais maintenant, gare aux coups de bâtons. Ils ne sont finalement que des salariés exploités, comme nous, et s'ils l'oublient et se laissent, la direction est là pour le leur rappeler.

liés exploités, comme nous, et s'ils l'oublient et se laissent, la direction est là pour le leur rappeler.

**JUSQU'À QUAND**

A Kellermann où en sommes-nous maintenant après la grève de 2 heures ? Grève suivie au maximum par 20 % d'entre nous. Si les revendications sont toujours les mêmes, les moyens employés ne sont pas changés ? hein ? à la fin du travail. Mais la prise de parole de la C.G.T. n'aurait pas beaucoup de monde, car tous ceux qui ont débrayé compaient surtout rentrer deux heures plus tôt chez eux.

Voilà où nous en sommes. Le 18 mars nous avons fait grève une journée à 75 %. Le 2 avril, une minorité a fait grève 1 h 30, et maintenant, toujours une minorité d'entre nous a fait deux heures de grève. Pour ces deux heures, on nous a, soi-disant, demandé notre avis ; mais dès le lendemain de la consultation, le mot d'ordre était donné sans attendre notre réponse : répondez que nous avons donné en ne participant pas à ce genre de mouvement.

Jusqu'à quand nos dirigeants généraux vont-ils essayer de nous emmener dans ce genre de mouvements dont personne ne veut ? La réponse est simple : jusqu'au moment où nous prendrons nous-mêmes l'affaire en mains. Car ceux qui décident pour nous ne le peuvent que dans la mesure où nous les laissons décider. Et en fin de compte, la grève, c'est nous qui la faisons, et pour nos revendications :

- 200 F par mois pour tous,
- garantie des salaires,
- 40 heures immédiatement.

(Extrait du n° 33 de la V.O. S.N.E.C.M.A.)

**UCLAF (ROMAINVILLE)**

**LACHER LA PROIE POUR L'OMBRE**

Une note de service du lundi 13 nous a informés que pour terminer les programmes de production les camarades de l'usine 1 viendront travailler plusieurs semaines de suite. Ainsi pour ceux qui faisaient 42 heures 30, l'horaire sera de 50 heures. Alors combien feront ceux qui travaillent déjà 12 heures à 13 heures par jour ?

Pour le patron tout s'achète : la vie familiale, la vie sociale, le temps de repos, le loisir, il lui paraît donc normal que, puisqu'il paie, nous seulement nous venions gâcher notre vie à l'usine en plus de l'horaire normal mais encore que nous lui soyons re-connaissants. Mais ce qui est plus grave ce sont les camarades qui acceptent les heures. Une fois l'habitude prise de percevoir l'argent supplémentaire, il est de plus en plus difficile de s'en passer ; le ou est pris et les heures s'ajoutent aux heures... jusqu'au jour où le patron décidera de se pas séner nous parce qu'il n'aura plus besoin de nos services ou qu'il nous estimera inaptes.

Bien sûr, les payes sont squelettiques et cet argent n'est pas de trop. Mais nous sommes tous dans la même galère. Comme depuis 30 ans, les organisations syndicales ont désappris aux gens à se battre et à se défendre, chacun essaie aujourd'hui de s'en tirer individuellement. Et si cette solution peut paraître valable à court terme, à long terme elle est catastrophique.

En 1936, avec 40 heures, nous avions un niveau de vie « décent ».

Aujourd'hui, beaucoup n'arrivent pas à joindre les deux bouts avec 48 heures. Et demain ? Créderis-nous de faire avec 60 heures ?

Car c'est la conséquence inéluctable des heures supplémentaires ! Lentement, mais sûrement elles dévalent les salaires.

(Extrait du n° 44 de la V.O. Roussel-U.C.L.A.F.)

**RHONE-POULENC (Vitry-sur-Seine)**

**« DEBRAYEZ... NOUS FERONS LE RESTE »**

Pour le 28 avril, les trois organisations syndicales F.O., C.F.T.C. et C.G.T. nous appellent à une journée revendicative à l'échelle de tous les usines de la chimie. Cela pour faire aboutir les revendications de diminution de la semaine de travail à 40 heures, l'abaissement de l'âge de la retraite à 60 ans et l'augmentation des salaires. Evidemment, aucun de ces revendications ne peut être satisfaite dans le cadre de la lutte par usine et chacun a maintes fois exprimé sa conscience de la nécessité de mouvements à une plus grande échelle pour faire céder les patrons.

C'est pourquoi les débrayages limités et journaliers que nous avons fait faire ces dernières années les organisations syndicales sont devenus de moins en moins possibles. Est-ce à dire que les organisations syndicales sont maintenant décidées à mener une lutte plus conséquente et à organiser de larges mouvements ? Le fait que le mot d'ordre soit aussi vague nous permet d'en douter. Journée revendicative signifie que chacun fait dans son coin ce qu'il veut mais cela pour rien la preuve indéniable que nous sommes décidés et organisés.

Pourtant, si nous ne répondons pas à ce mouvement, les patrons de la chimie risquent de l'interpréter comme de la faiblesse de notre part ; c'est pourquoi nous partons d'ensemble et débrayeront peut-être même. Mais si nous nous contentons d'obéir au mot d'ordre syndical et d'attendre un lendemain à une telle action comme on nous en a promis déjà de nombreuses dans des circonstances antérieures, nous perdons de plus en plus notre temps. Par contre, si nous profitons de la circonstance pour mettre sur pied une direction qui soit notre émanation réelle ainsi qu'un programme d'action conséquent, cette journée pourra être pour nous un départ et non une fois de plus une grève pour le communiqué. Si nous tenons à nos revendications, il nous faut prendre nos responsabilités.

**ON ATTEND QUOI ?**

Dans le « Bulletin du Syndicat » C.G.T. du 9 avril 1964, on nous annonce une réunion des sections syndicales du trust à la demande des camarades de Saint-Fons et de Roussillon. Généralement bien informés ? disent même que cette réunion était pour le 12 avril, or il s'avère qu'elle n'a pas encore (?) eu lieu. Une telle entrevue entre militants du syndicat le plus fort ait sein du Rhône-Poulenc S.A. au sein d'un rôle de coordination important, surtout si l'on veut que la journée du 28 avril ne soit pas un coup d'éclat, mais le démarrage d'une action sérieuse. A noter que la C.F.T.C. avait déjà cet « organisme » régulier de coordination.

**QUAIS ET DOCKS (Marseille)**

**FAIRE RESPECTER NOS DROITS**

Quand les professionnels n'ont pas de travail ils doivent pointer. Mais pour pointer, il faut arriver avant 7 h 10 environ. Aussi la manœuvre de certains chefs d'équipe consiste à les empêcher, ce qui économise 10 F par tête à la direction du port. Pour faire cela, ils veulent ces chefs d'équipe attendent qu'ils ne font que l'équipe ce jour-là. Mais, en réalité, au dernier moment, ils embauchent des dockers sans carte (qu'ils se permettent ensuite de faire bosser comme des forçats). En attendant que le professionnel n'ait rien trouvé de l'autre, sans rien trouver et au bout du compte, les 7 h 10 sont passés. Il se retrouve sans travail et sans avoir pointé. La journée est complètement perdue.

Si certains chefs nous attendent aussi facilement le règlement, c'est parce qu'aucun contrôle ne s'exerce sur eux. Partout le syndicat et les délégués existent et ont les moyens, s'ils le veulent, d'imposer un tel contrôle. Et s'ils ne veulent pas ? Qui nous empêche d'aller trouver nos collègues et de leur demander d'exécuter leur travail, fermement s'il le faut. Ou alors, faudra-t-il que nous fassions respecter la loi nous-même ?

**C.A.F. (Rue Viola - Paris-XV<sup>e</sup>)**

**GRILL-ROOM**

Depuis une quinzaine de jours, le soleil a fait quelques apparitions. Ce n'est déjà pas très agréable de travailler, alors que le printemps nous donne des idées de vacances, mais en plus, nous commençons à souffrir de la chaleur.

Pourtant, vu de l'extérieur le bâtiment où nous travaillons est ultra-moderne. Mais il faut croire que les millions engloutis dans cette construction ne l'ont été que pour épater la galerie.

En effet l'envers ne vaut pas l'endroit.

Si ceux qui passent dans la rue peuvent penser qu'il a doit être agréable de travailler dans ce bel building, il n'en est pas de même pour nous qui devons y rester 9 h. 1/2 par jour.

Dès qu'il commence à y avoir un rayon de soleil, l'atmosphère devient irrespirable.

Et la disposition des locaux est tellement bien faite qu'on ne peut ouvrir les fenêtres sans aussitôt entendre parler des courants d'air et des rhumatismes qu'ils provoquent.

Lorsque la direction a entrepris la construction de cet immeuble elle a sans doute oublié de prévenir les architectes qu'il ne s'agissait pas seulement d'y installer des machines mais que des êtres humains allaient y travailler. Mais si l'administration nous considère comme des robots rappelés-lui tout de même que tout comme les machines nous pouvons tomber en panne.

(Extrait du n° 58 de la V.O. CAF)

**ASSURANCES Gles. (Paris - Richelieu)**

**L'EXPERIENCE N'ATTEND PAS LE NOMBRE DES ANNEES**

Jeudi dernier 15 avril, le service statistiques a débrayé une demi-heure. En effet, après de vaines protestations ayant pour cause les mauvaises conditions de travail (deux personnes par bureau, alors que pour être fait correctement, ce travail en exige trois) et après les éternelles promesses dans le genre « on s'en occupera », nous avons été obligés de manifester notre mécontentement.

Les syndicats consultés sur une action à mener n'ont pas jugé bon de s'occuper de la question, ni de se déranger. Par contre, M. Frey, lui, a fait son boulot. Dès qu'il a eu connaissance de la grève, il est venu en a pris à partie quelques-uns d'entre nous, a parlé comme d'habitude de « rupture de contrat » et a fait de son mieux pour essayer de nous impressionner.

Mais de cela, nous ne sommes pas dupes, pas plus que de la tactique de la direction qui veut nous donner toujours plus de travail pour que nous ayons l'impression de ne jamais en faire assez.

**TREIZE PRIMES. A LA DOUZAINÉ**

La semaine dernière, les syndicats diffusaient un tract intitulé : « Des mesures qui s'imposent ». Nous avons tout de suite pensé, en prenant ce tract, qu'il s'agissait de la reprise de la revendication de 15 % d'augmentation des salaires que les syndicats ont lancé au cours du meeting du 24 octobre.

Pas au tout. Les fameuses mesures qui s'imposent concernaient la prime de vacances. Que celle-ci, surtout si les syndicats se chargent de la faire doubler, puisse résoudre partiellement nos difficultés à partir en congé, c'est vrai ; mais que les syndicats nous indiquent alors quelle prime ils préconisent pour le retour des vacances, la rentrée scolaire des enfants, les randonnées de week-end, le rangement de la maison, et des sorties du soir.

Car si nous ne pouvons nous espérer d'améliorer notre niveau de vie dans les primes, alors il nous faudrait revendiquer une prime tous les mois.

Que les syndicats ne se moquent plus de nous et s'activent enfin à la seule revendication qui puisse être efficace, l'augmentation réelle de nos salaires.

(Extrait du n° 23 de la V.O. Assurances Générales.)

# La combativité des travailleurs dépend de l'efficacité des luttes qu'on leur propose

UN des arguments les plus souvent utilisés par les dirigeants des organisations syndicales et même pas mal de militants du rang contre la propagande faite pour la préparation de luttes communes à tous les travailleurs sur des revendications communes serait, que si l'on n'est pas chaud, ils ont déjà bien du mal à débrayer un quart d'heure de temps en temps. Si l'on part du point de vue qu'on ne peut engager une action sérieuse que si l'on s'est fait la main dans les manœuvres, les manifestations, évidemment la baisse du crédit des grèves tournantes, des débrayages partiels pour des revendications particulières et catégorielles semble donner raison à ceux qui se croient « des responsables ». Mais ce n'est pas les choses relève d'un profond mépris pour la classe ouvrière. Les ouvriers qu'ils soient à l'atelier, au chantier ou au bureau ne sont pas de petits garçons. Ils savent très bien ce qu'il faudrait faire, qu'ils soient ou non en envie de le faire, ou du moins de le faire tout de suite, c'est une autre affaire. A défaut de merles on se contente de grives et comme tout ce qu'on leur propose c'est tout juste quelques plumes, il faudrait qu'ils aient au moins un peu de mépris pour s'enthousiasmer et prendre des risques, même faibles, pour ... du vent.

Les ouvriers sont-ils si éloignés de la lutte ? Non. Mais des luttes ou on leur fait jouer le rôle de pantins ils en veulent de moins en moins. Lorsqu'ils suivent « des mots d'ordre » ce n'est pas tellement qu'ils espèrent en suivant ces consignes faire aboutir leurs revendications. La plupart du temps ils saisissent l'occasion de manifester leur mécontentement mais sans plus. Car faire plus, ils sentent bien ce que cela signifie, ils se rendent bien compte que cela consiste à modifier complètement la situation.

Les réformes sociales compatibles avec le régime capitaliste sont très limitées et le pouvoir gaulliste s'efforce dans toute la mesure du possible de maintenir l'équilibre. Equilibre précaire mais qui en l'absence de luttes ouvrières conséquentes peut se maintenir encore un certain temps.

Depuis plusieurs années le gouvernement a fixé à l'avance la cote maximale des revendications satisfaisantes. Toute sa diplomatie intérieure consiste, d'une part à limiter ce qu'il doit donner et à ne le donner qu'après une certaine résistance, car le peu qu'il donne doit servir de soupape de sûreté et limiter l'agitation sociale. D'autre part le jeu de sa politique consiste, comme celui de tous les autres gouvernements, à annihiler par le jeu de l'inflation, de la hausse des prix une partie importante de ce que le patronat a dû céder au monde du travail. Par ailleurs, quand il doit céder plus que prévu à un secteur un peu plus combatif, son rôle est d'en faire supporter le poids à d'autres secteurs plus défavorisés.

Démasquer cette politique, offrir des perspectives pour la combattre et ouvrir de nouvelles voies devrait être le rôle des organisations qui se réclament de la classe ouvrière. Mais ces organisations ont renoncé à s'orienter vers des perspectives socialistes. Toute leur « action » consiste à « se placer » par rapport aux satisfactions partielles, que fait semblant d'accorder le gouvernement, pour justifier leur rôle de « défenseurs » de la classe ouvrière. Le gouvernement lui, se félicite de cette politique qui lui donne des interlocuteurs avec qui il peut disputer la faute, partiellement, et décide à accorder, ce qui lui permet d'absorber en permanence l'énergie qui se dégage de la lutte de la classe ouvrière et d'éviter une dangereuse accumulation de mécontentement qui pourrait rendre la situation explosive.

Pour mériter auprès du gouvernement et du patronat l'audace d'avocats ouvriers, les dirigeants des organisations syndicales sont bien obligés de donner des gages. Dégouter les travailleurs d'une action décidée, déformer les revendications sociales pour les rendre utopiques et leur substituer, pour éteindre soi-disant plus réalistes, des brouilleries catégorielles, tel est le rôle de nos syndicalistes actuels. Pour justifier leur attitude d'abandon de la lutte revendicative au point de lui substituer des pitreries telles

que les organisations de tam-tam et les lâchers de ballons il leur faut minimiser la force des travailleurs et amplifier celle du patronat et de son état. En cela, non seulement ils trahissent la classe ouvrière en gaspillant inutilement son énergie actuelle, mais ils compromettent l'avenir en détruisant la confiance des travailleurs en eux-mêmes.

Tant que le pouvoir des capitalistes peut assurer un certain équilibre économique il n'est guère possible que les travailleurs se lèvent au niveau des responsabilités politiques pour prendre en main les destinées de la société. Mais avec des organisations sérieuses et conséquentes le Progrès pourrait renforcer son autorité et affaiblir celle du patronat et du gouvernement. A la première occasion un peu grave en capitalisme il suffirait d'une pe-

lite intervention chirurgicale dans le corps social pour l'aider à accoucher d'une nouvelle société.

Mais la carence de nos organisations qui, au lieu d'élever notre conscience s'efforcent de l'obscurcir, au lieu de stimuler notre combativité ouvrière à la paralyser, risque d'avoir de graves conséquences en cas de crise grave. Or, dans le système capitaliste la crise est permanente et elle peut brusquement prendre le caractère de catastrophe. Tant que l'équilibre se maintient à peu près on n'y prête guère attention, mais quand la crise vient, nous n'y sommes pas préparés et nous subissons la catastrophe. Et c'est en quoi les directions syndicales compromettent l'avenir.

Henri VAUQUELIN

## A NEYRPC :

### COLLUSION P.C.F.-POLICE

On se souvient des incidents qui avaient marqué la diffusion de « Voix Ouvrière » à l'usine Neyrpc-Croix-Rouge, à Grenoble, les 12 et 27 mars, incidents dont la grande presse s'était fait l'écho.

Le 7 avril, une quarantaine de nos camarades étaient revenus aux portes de cette usine, bien décidés à imposer le respect de la démocratie ouvrière. Cette fois-ci, il n'y eut pas d'agression contre nos diffuseurs de la part des membres du P.C.F. Mais on put mieux voir encore jusqu'où allait le mépris de ces gens-là pour les travailleurs.

Massés sous le porche de l'usine, les quelques dizaines de Staliniens que compte l'entreprise exercèrent les pires pressions pour empêcher les ouvriers de lire nos tracts, allant jusqu'à les leur arracher des mains.

On vit même un de ces pauvres types tenter de faire un «bûcher» avec quelques feuilles ainsi volées, ce qui ne manquait pas de sel, puisque un article de ce même numéro « Voix Ouvrière » rappelle l'exemple des nazis qui vidèrent les bibliothèques d'Alle-

magne pour les brûler sur les places publiques.

Quant la police, — et il n'est pas besoin de s'interroger longtemps pour savoir qui avait intérêt à l'appeler — intervint pour interrompre la diffusion de la « Voix Ouvrière », on vit ces curieux « communistes » manifester leur satisfaction en applaudissant et en scandant : « Vive la police ! », « Bravo la police ! »

Il peut paraître curieux de voir ceux qui se présentent comme les champions de la démocratie, les adversaires les plus déterminés du pouvoir personnel applaudir ainsi ouvertement la police gailliste à l'action en train d'empêcher la diffusion de la presse ouvrière. Mais cela montre bien justement les limites de l'« opposition » du C.C. qui ne se sent vraiment d'ennemis que sur sa gauche, qui ne se sent pas gêné pour faire voter aux élections pour un chanoine Kir, mais qui est prêt à tout, même à une collusion ouverte avec la police pour empêcher la diffusion d'une petite feuille révolutionnaire.

Pour ceux qui avaient encore des illusions sur le P.C.F., voilà une leçon pleine d'enseignements.

## Réunion publique de Voix Ouvrière à Lyon le 17 Avril

Une centaine de personnes participèrent vendredi dernier à la réunion que « Voix Ouvrière » avait organisée à Lyon, dans la salle de la Brasserie de l'Etoile, sur le même thème qu'à Paris le 19 mars : « Le parti communiste français est-il le parti de la classe ouvrière ? ».

Après l'exposé du camarade Caral, s'engagea un débat animé. Questions et interventions furent abordées. Un camarade nous reprocha de ne pas soutenir plus ouvertement les Chinois dans le conflit sino-soviétique, ceux-ci représentant pour lui les révolutionnaires authentiques. Un autre expliqua que Khrouchtchev avait sans doute « une idée derrière la tête » et que la politique de coexistence pacifique avait pour but de faire voir aux Occidentaux que « le communisme, ce n'est pas si terrible que cela ». Des camarades anarchistes nous

demandèrent de préciser notre position sur la dictature du prolétariat, tandis qu'un autre camarade abordait le problème du rapport des formes organisationnelles et du danger de dégénérescence bureaucratique, et nous demandait quelles solutions nous préconisions à ce sujet.

D'autres interventions soulevèrent la question des changements de structure de la classe ouvrière, pour expliquer que la transition du P.C.F. était peut-être une adaptation à ces changements, ou encore celle des rapports entre ouvriers et intellectuels, et du rôle possible de ces derniers dans la construction du parti ouvrier révolutionnaire. L'heure tardive... et le président mirent fin à une discussion intéressante qui n'avait pas, bien sûr, épuisé tous les sujets, mais qui avait, du moins, donné à tout le monde l'envie de recommencer. Une expérience à relaire, à Lyon... et ailleurs.

# DEFFERRE EN BRETAGNE

(Suite de la page 1)

la loi des 40 heures et la garantie de l'emploi ?

Aurait-il pu promettre aux paysans de réduire de manière notable les impôts et de leur accorder des prêts sans intérêts permettant l'équipement de leurs exploitations ?

Même si une promesse ne coûte rien, mieux vaut ne pas jouer avec le feu. Alors, on se contente de promettre... d'étudier le dossier.

Pourtant, sans même parler de remèdes à longue échéance — dans le régime capitaliste il n'y a pas la satisfaction de ces revendications est vitale pour les ouvriers et les paysans pauvres. Et le silence du candidat de la « gauche » sur ces points essentiels, non seulement remet la personnalité de Defferre à sa vraie place, mais éclaire une fois de plus, d'une lumière crue, la comédie des élections, des « choix » en régime capitaliste.

L'euphorie pro-Defferre, si forte il y a quelques mois, a considérablement baissé. Ceux mêmes qui, tel le P.C., faisaient miroiter des merveilles en cas d'élection du « candidat républicain », parlent maintenant d'un « style gaulliste » du maire de Marseille. Mais s'ils expriment des doutes quant aux intentions du personnage, ils ne songent nullement à dénoncer le système, la supercherie des élections.

Pourtant, quelles que soient les

intentions, les options personnelles de Defferre, il est clair qu'il joue un rôle bien défini : celui d'un éventuel président de la République. Or, pour qu'il puisse être élu, pour qu'il puisse étra accepté même comme candidat valable, il faut qu'il se présente à la bourgeoisie comme l'homme qu'il lui faut. Et la bourgeoisie a besoin d'un Etat de type bonapartiste, autrement dit, elle a besoin d'un de Gaulle. Du vrai ou, si les « urnes souveraines » en décident autrement, d'un sosie.

Ce qui signifie que, si les choses restent ce qu'elles sont, si la classe ouvrière se contente d'exprimer son mécontentement par la voie électorale, le futur président, quel que soit son nom ou son étiquette, mènera une politique sensiblement identique à celle de son prédécesseur. Et les ouvriers menacés de licenciement, les petits paysans ou petits commerçants en butte à de multiples problèmes, attendront en vain du « candidat de l'opposition » autre chose que le langage qu'ils ont l'habitude d'entendre, ou des faux-jugants.

La seule leçon qu'aura apportée aux travailleurs la tournée électorale de Defferre, c'est qu'ils n'ont rien à attendre du candidat ni d'une façon générale, des élections présidentielles.

Georges KALDI

## A propos de la Démocratie Syndicale à la C.G.T. Texte d'un tract diffusé au département 37 de la Régie Renault

Parce que je défendais dans le syndicat C.G.T. mon opinion qui n'est pas celle des dirigeants, parce que je m'opposais farouchement aux grèves tournantes qui aboutissent aux lâchers de ballons (1), parce qu'on me reprochait d'approuver les idées défendues par « Voix Ouvrière », j'ai été exclu du syndicat.

Pour que cette affaire ne soit pas étouffée par les auteurs de ce mauvais coup, je me permets de porter à la connaissance de tous la déclaration que j'ai faite à la réunion où fut voté mon exclusion.

### CAMARADES,

Politiquement, je sais que vous n'êtes déjà plus des camarades, numériquement non plus d'ailleurs et pourtant socialement vous le êtes et cela vous n'y pouvez rien changer et vous êtes mes camarades. Que vous soyez malhonnêtes ou que vous soyez abusés, l'ennemi de classe, le capitalisme ne s'y trompe pas et nous traitera de toute façon avec le même mépris.

Croyez bien qu'il m'est pénible d'assister aujourd'hui à une séance dont je connais d'avance l'issue. Si j'étais venu pour discuter j'aurais mes chances de me faire entendre car les arguments que met en avant la vérité finissent toujours par triompher, mais hélas je sais que vous êtes venus aujourd'hui non pas pour discuter honnêtement avec moi mais pour me virer du syndicat. Ce syndicat que vous avez la prétention de représenter, qui est actuellement déserté de la plupart des compagnons et qui pourtant est l'acquis de tous les travailleurs qui ont durement luttés pour que leur soit reconnu le droit de s'organiser. Je sais que vous êtes venus ici avec une consigne : celle de m'éjecter, je suis prévenu de mon sort puisque dans une réunion intersyndicale qui s'est tenue il y a quelque temps, un responsable de notre syndicat s'est permis de dire en se réjouissant : « on va virer les trotskars ». Permettez-moi de vous dire camarades que cela est bien triste, à l'aube de l'an 2000 de voir des ouvriers ayant une qualification professionnelle, aussi dépourvus de sens de classe se faire les exécutants des consignes dictées d'en haut, plutôt que d'essayer de comprendre la pensée d'un des leurs. Cette pensée vous la connaissez, elle n'est pas la vôtre mais je m'en moque car elle est celle de la grosse majorité de mes camarades de travail.

Cette pensée que partage la plupart des ouvriers, c'est qu'il faut nous unir et agir, mais à notre époque les travailleurs n'entendent pas se laisser griser par les phrases des tribuns. Ils acceptent volontiers de lutter et de faire des sacrifices pour la cause de leur classe mais ils tournent en dérision les soi-disants actions où on leur permet tout juste de jouer un rôle de pantin. Je vous laisse camarades la joie d'exclure un « trotskar » c'est-à-dire un ouvrier qui pense avec sa tête et non avec celle de ses chefs (des chefs, nous en avons suffisamment à l'atelier). Je sais que c'est pour vous un soulagement, cela vous permettra de dormir plus tranquillement, de ne plus avoir de questions à vous poser et d'attendre passivement des consignes qui vous libéreront de toutes les initiatives. Au royaume des aveugles, les borgnes sont rois, soyons camarades les rois de l'obscurantisme. Quant à moi, camarades, même si je dois rester seul je m'efforcerai de chercher la vérité car il n'est pas nécessaire d'espérer pour entreprendre et de réussir pour persévérer.

Un nouvel exclu du 37. 14 avril 1964.

(1) Allusion à une forme d'action (sic) préconisée par la C.G.T.-Renault.

## VOIX OUVRIÈRE

**A**LORS que l'impérialisme ne parvient à développer les forces productives qu'en faisant planer sur l'humanité la menace de la mort thermonucléaire, que depuis des décades il n'y a pas eu une heure où les armes se soient tuées complètement à la surface du globe, la classe ouvrière, malgré sa combativité maintes et maintes fois vérifiée, n'est pas parvenue à accomplir sa destinée historique : détruire la société capitaliste pour édifier un ordre nouveau supprimant l'exploitation de l'homme par l'homme, abolissant les classes et l'Etat garant de l'injustice sociale.

Depuis la faillite de la II<sup>e</sup> Internationale somnolente dans le chauvinisme en 1914, depuis la bureaucratiation du premier Etat ouvrier, l'Union Soviétique, et la transformation de l'Internationale Communiste en un simple représentant des intérêts diplomatiques de la bureaucratie d'Etat russe, dans aucun des pays avancés du monde la classe ouvrière n'a réussi à créer une organisation de combat susceptible de lui faire conquérir le pouvoir.

Il est évident que le grand responsable de cette situation est le stalinisme. Il n'a pas seulement décapité les révolutionnaires intégrés, trahi les luttes révolutionnaires du prolétariat international, en Chine, en Allemagne, en Espagne, en France, il a aussi complètement annihilé chez les militants et les ouvriers eux-mêmes la notion d'organisation du prolétariat.

De cette douloureuse expérience, de l'insuccès des tentatives de création d'une organisation « bolchevique-léniniste » capable d'accumuler l'expérience des luttes ouvrières, certains ont conclu que cette organisation n'était plus nécessaire, qu'elle était même nuisible, d'autres s'accrochaient désespérément aux basques des « grandes » organisations, d'autres encore sautaient d'un courant de « pensée » à l'autre. Plutôt que de s'atteler sérieusement à la tâche, ils n'ont fait que généraliser leur propre impuissance et leur propre insuffisance.

Quant à nous, fidèles à la tradition de Lénine et de Trotsky, nous œuvrons dans la mesure de nos moyens à la construction d'un tel parti.

### FACE

- à la dégénérescence opportuniste des partis ouvriers traditionnels, parlementaristes et chauvins,
- à la bureaucratiation des organisations syndicales désertées par les travailleurs.

### « VOIX OUVRIÈRE »

- Défendre les idées révolutionnaires, dans la ligne de la révolution russe d'octobre 1917, des premières années de l'Internationale communiste, de la lutte de l'opposition de gauche contre la bureaucratie stalinienne.
- Montrer la justesse du point de vue révolutionnaire dans les grands événements de la politique internationale comme dans les petits faits de l'exploitation quotidienne.
- Regrouper tous ceux qui militent sur le terrain de la lutte des classes.
- Contribuer à l'organisation du prolétariat sous toutes ses formes.
- Œuvrer à la construction du parti révolutionnaire nécessaire pour que puisse triompher la révolution socialiste mondiale.

# QUAND LA GRÈVE AURAIT PU DEVENIR GÉNÉRALE

**I**L y a un an, après des meetings mouvementés où les responsables syndicaux se firent huer par la foule des grévistes, les mineurs reprenait le travail.

La lutte des mineurs avait mis à l'ordre du jour la grève générale en France. « L'Express » du 28 mars 1963 le constatait en ces termes :

« Les cheminots, postiers, gaziers, électriciens, métallos, enseignants, étudiants ont bougé, une grève générale est dans l'air », et ajoutait : « Tous savent qu'elle pourrait avoir lieu si les syndicats, qui craignent encore de tomber dans un piège tendu par le Pouvoir, ne freinent pas un mouvement qui ne demande qu'à s'amplifier et à mettre en question l'ensemble des choix économiques du gouvernement ».

Que ce soit au cours de discussions avec les travailleurs, ou dans leur presse, les militants de la « gauche » et des syndicats ont invoqué pour expliquer leur refus d'un tel mouvement, l'argument selon lequel une grève générale serait forcément « politique », qu'elle mettrait en cause le gouvernement actuel, ce qui serait catastrophique du fait que la gauche ne dispose pas de solution de rechange. C'est ainsi que M. Bosquet écrivait, parlant des syndicats : « Mais ils ont refusé jusqu'ici, malgré les pressions de la base, d'aller vers la « politisation » du mouvement et vers l'épreuve de force. Ils ont jugé que la situation, pour cela, n'était pas mûre. Non seulement ils ont été pris de court par l'explosion

populaire, mais ils n'ont pas trouvé non plus, entre eux et le régime, les relais nécessaires — partis politiques, parlement, équipes de rechange — capables de ramasser leurs objectifs en un programme et de défier sur celui-ci le pouvoir. »

De son côté, Serge Mallet, dans « France-Observateur » du 28 mars 1963, après un long réquisitoire (qu'il ne voulait sans doute pas tel) contre les Centrales syndicales qui « ont, dès le début, été réticentes devant le mouvement », écrivait : « Le fait que l'obstacle essentiel à l'élargissement de la lutte soit constitué par l'absence d'une alternative au régime gaulliste... »

Malgré le peu de valeur que l'on peut attribuer aux arguties des actuels dirigeants politiques et syndicaux du mouvement ouvrier, il est certain que cet aspect politique de la grève des mineurs a été l'un de ceux qui a le plus compté pour les amener à empêcher de toutes leurs forces la généralisation du mouvement, et, finalement, à mettre un terme brutalement, quelques difficultés qu'ils en aient eues, à la grève des mineurs.

En effet, tout ce qui précède est fort juste. Ni pour les socialistes démocrates, ni pour les stalinistes, ensemble ou séparément, la V<sup>e</sup> République et le Parlement issu des dernières élections législatives, comprenant une majorité gaulliste, n'offrent la moindre possibilité de participation gouvernementale. Une grève générale aurait eu nécessairement un caractère politique : la grève des mineurs en

avait déjà un. Même la satisfaction des revendications économiques pour lesquelles les travailleurs seraient entrés en lutte ne résoudre pas le problème politique, la classe ouvrière ayant pris conscience de sa force au cours d'une grève générale victorieuse, se poserait la question de sa propre représentation au pouvoir. Or, s'il y a bien des partis « ouvriers » pouvant abuser les travailleurs et leur faire croire qu'ils gouvernent par leur intermédiaire, indépendamment des problèmes internationaux que poserait une participation des stalinistes à une quelconque majorité gouvernementale, il n'est pas possible, dans le cadre de la Constitution actuelle et telle que l'Assemblée est composée, que ces partis puissent accéder et participer au gouvernement. Ce mouvement se serait produit avant les élections législatives qu'il aurait peut-être pu, en les influençant, faire que la question se pose différemment.

Dans une Chambre où d'autres majorités et en particulier une majorité de gauche auraient pu se trouver, l'alternative eût existé.

Prière d'adresser la correspondance à  
**VOIX OUVRIÈRE**  
29, rue de Château-Landon  
PARIS (10<sup>e</sup>)  
et d'envoyer les fonds à  
**M. Maurice SCHRÉDÉ**  
(même adresse)  
C. C. P. 9424-78 - PARIS

Confronté à une grève générale politique, de Gaulle n'aurait normalement pas eu la ressource de faire appel aux politiciens ouvriers. Il lui aurait fallu dissoudre l'Assemblée et procéder à d'autres élections et ce, « à chaud ». La Constitution ne le lui permettait qu'au prix de contorsions difficiles (vote d'une motion de censure par sa propre majorité), il n'était pas garanti qu'il le fit et, se sentant capable de prendre tous les cas, nos réformistes ne dire le risque de l'y contraindre.

Se refusant à une telle attitude, les organisations ouvrières ne pouvaient espérer d'une grève générale que le départ de Pompidou, tout au plus, et son remplacement par un autre homme de la majorité, peu connu de préférence, et peut-être d'apparence « plus proche des travailleurs ». Mais c'est tout et de Gaulle ne risquait pas davantage. C'est pourquoi, pour la soi-disant « avant-garde » ouvrière, le jeu ne valait pas la chandelle.

L'éditorialiste de « L'Humanité-Dimanche » du 7 avril 1963 écrivait : « ...une grève se termine généralement par un compromis, sauf quand un très vaste et puissant mouvement populaire parvient à imposer des changements politiques, c'est-à-dire une orientation nouvelle et favorable aux classes laborieuses — sans doute une « orientation » due à la participation gouvernementale du P.C.F. !

Son objectif étant de participer à la gestion des affaires de la bourgeoisie, le P.C., via la C.G.T., ne pouvait que s'associer aux réformistes traditionnels de la C.F.T.C., de F.O. et de la S.F.I.O. dans une commune trahison des mineurs en grève isolés leur lutte, la « régionalisant », ils l'ont voué à l'échec, et si elle a même duré 35 jours, c'est bien malgré eux. Aussi a-t-on pu voir un journal comme « Le Monde » féliciter quasiment les syndicats de l'accord intervenu avec les Charbonnages, voire rejoindre L'Humanité-Dimanche pour accuser un mystérieux marchand de poissons de Liévin d'être à l'origine des « troubles » qui se sont produits à Lens, lors de la reprise du travail, le 5 avril.

Ce n'est d'ailleurs pas dire que des groupements ou des partis du type de la « gauche » française et des syndicats actuels ne puissent jamais avoir recours à la grève générale ou à des formes d'action aussi « dures », lorsqu'elles peuvent servir leurs desseins. Certes, la lutte de la classe ouvrière est une arme dont ils se servent parcimonieusement et avec précautions, mais c'est malgré tout leur arme, et ils s'en servent lorsqu'ils sont sûrs de pouvoir la canaliser, l'arrêter au moment voulu, bref en garder le contrôle. Le syndicalisme américain en offre de nombreux exemples.

Cela n'étant pas possible à l'heure actuelle, il était hors de question d'élargir le mouvement. Dans l'optique de nos réformistes, il n'aurait pas eu « d'issue politique ». Dès lors qu'ils se refusaient — et il est dans leur nature même de s'y refuser — à une contestation, non plus seulement de la politique mais du régime bourgeois dans son ensemble, ils n'avaient pas en effet « d'issue politique ». Sinon, les issues politiques ne manquaient pas. Mais il était alors nécessaire de mobiliser les travailleurs résolument contre les bourgeois lui-même et non seulement contre ses représentants gaullistes. C'est d'ailleurs au cours d'une telle lutte, si les travailleurs l'avaient spontanément engagée par exemple, que la bourgeoisie pouvait avoir recours, dans les circonstances actuelles, à l'aide des partis « ouvriers ». Mais en aucun cas ces derniers, même pour leur propre sauvegarde, ne seraient capables de l'engager, autrement qu'à la remorque des masses.

Et c'est bien ce qui les sépare des révolutionnaires pour lesquels la lutte ouvrière n'est pas un moyen — pour se procurer des postes dans le gouvernement de la bourgeoisie, mais la lutte de la classe exploitée contre celle qui l'exploite, en vue de détruire la domination économique et politique de cette dernière.

Roger GIRARDOT

Directeur-Gérant : M. SCHRÉDÉ  
IMPRIMERIE PARISIENNE  
WILSON - PROUDHON  
86, avenue du Président-Wilson, 86  
La Plaine-St-Denis (Seine)

Distribué par les N.M.P.P.

## EN LIBRAIRIE :

# “ L'ALGÉRIE QUI SE CHERCHE ”

de Daniel GUÉRIN (1)

C'est un « témoignage » sur ce qu'il a vu en Algérie au cours d'un voyage d'un mois, en novembre 1963. Reportage centré essentiellement sur « l'autogestion », disons-le tout de suite, qu'il faut lire et faire lire.

Guérin évoque tout d'abord les « citadines » laissées par le passé récent. Un million et demi de morts, 500.000 veuves, 250.000 orphelins, les nombreux traumatisés mentaux, les djebels où ont gardé leurs barbelés, les douars détruits, « cassés » par l'aviation.

« La grande misère des regroupés » qui ne retournent pas dans les djebels où les cultures ont totalement disparues, les forêts coupées ou brûlées, « la couverture végétale détruite par le napalm » et les citadines qui ne sont pas toujours visibles à l'œil nu.

Dans le chapitre « La vie reprend », c'est un coup d'œil rapide sur Alger « grande ville qui fait peau neuve » et les djebels où s'adonnent les « initiatives philanthropiques » : distribution de farine blanche, don de l'Amérique, construction d'une maternité par les Quakers, de dispensaires dans les montagnes par le Service Civil International, etc.

Les « ombres au tableau » sont essentiellement le chômage, un coût de la vie élevé dû à de lourds droits de douane sur les marchandises importées, taxes exclusivement fiscales, la pénurie de produits dans les magasins, la paralysie dans le bâtiment faute de moyens financiers pour poursuivre les travaux, le côté « novice » des jeunes bureaucrates qui peuplent les administrations et les services publics.

Dans l'autre plateau de la balance : « L'autogestion est un des miracles de l'Algérie nouvelle ». Et dans le chapitre « Fermes du peuple », Guérin nous fait entrer dans « quelques-uns de ces admirables domaines agricoles que le colonialisme a créés et fait prospérer par la surexploitation des fellahs » :

« L'autogestion a été à l'origine une improvisation... spontanément les fellahs ont pris en charge les biens vacants et se sont mis à les cultiver... Dans l'empirisme Algérie, le saul du socialisme authentique, du socialisme de bas en haut, a été aisément franchi, la trouée a été faite... »

Cette « autogestion » est cependant grandement menacée, d'après Guérin, tout d'abord par les préfectures et sous-préfectures, par les organisations locales du parti qui ont tendance à coiffer les comités de gestion, mais surtout par la Société Agricole de Prévoyance dont un certain nombre de directeurs locaux sont d'ailleurs des « pieds noirs » demeurés à leur poste et plus ou moins liés aux anciens propriétaires nationalisés et qui ne se gênent pas pour intervenir dans les comités de gestion, en leur enlevant des tracteurs, des camionnettes ou du bétail.

Enfin, par les « chargés de gestion » qui sont des « moniteurs frais émoulus de la S.A.P. », nommés par la S.A.P. et qui doublent souvent le président.

Il illustre cela par la description d'une élection d'un comité de gestion où l'on voit l'intervention, non démocratique, d'éléments extérieurs officiels qui imposent des candidats inconnus alors qu'ils sont refusés par les travailleurs.

L'autogestion, si elle représente pour Guérin un « îlot de socialisme libertaire », n'apporte pas pour autant une réponse globale au problème de la réforme agraire qui pose, d'après lui, beaucoup de points d'interrogation.

Continuant son tour d'horizon, Guérin, dans sa brochure, aborde la question de l'autogestion industrielle, de la jeunesse, de la femme, de l'Islam. Il consacre, en dernier, un chapitre spécial à Ben Bella, chance de l'Algérie « le fils du paysan de Marnia, qui les jours de marché exerçait les fonctions de gardien de parking ». Les qualificatifs sont nombreux : « ascète », « sage », « africain », et surtout défenseur de l'autogestion « non seulement parce qu'il a confiance dans sa réussite et dans son caractère irréversible mais aussi, un peu, car elle présente sa forme originale de socialisme, celle qu'il est fier, à juste titre, de proposer en exemple au monde, comme aux visiteurs de l'Algérie nouvelle ».

Et Guérin termine par cette phrase : « L'Algérie se cherche, certes, et elle se cherchera longtemps encore. Mais dans le président Ben Bella, c'est sa chance historique. »

Guérin sait voir et faire voir honnêtement, très honnêtement même, car ce qu'il expose est loin de servir ses conclusions.

Il a voulu rendre hommage à l'énergie d'un peuple qui a mené durant sept ans une dure guerre contre un adversaire impitoyable et qui se débat maintenant dans des conditions économiques extrêmement difficiles. Mais à force de vouloir tout excuser, de la part de ses dirigeants, Guérin en arrive au résultat opposé. Cette attitude lui fait parler des agents de police « aux sayons uniformes, choisis parmi les échantillons les plus esthétiquement réussis de la jeunesse (qu'il régent, avec une sévère vigilance, la circulation ».

À la question de l'adoption de l'islam par l'Etat, cette même recherche de l'excuse lui fait écrire : « Est-elle une revanche spirituelle sur la spoliation et l'aculturation colonialiste ? La jeune nation indépendante, par le truchement de la religion ancestrale, a-t-elle voulu se retrouver une âme ? Comment l'en blâmer, même si l'entreprise se révélait chimérique ? Mais je vois une autre raison, plus probable à cette dévotion et à ce puritanisme. Le pouvoir semble avoir craint qu'un peuple au tempérament explosif ne se livre, une fois fini le cauchemar de la guerre, à toutes sortes d'exces. Il lui a administré, en guise de bromure, la religion et l'eau pure. Mais le pronostic était trop pessimiste : tandis que les dirigeants s'entre-déchaîraient, c'était le peuple qui, s'interposant entre eux, faisait preuve de raison et de sang-froid. Peut-être a-t-on manqué de confiance dans les masses. »

Et Guérin « libertaire » envisage la possibilité de l'établissement d'une société socialiste « par en bas ». Soit, mais il est quand même alors assez paradoxal que le même « libertaire » ait vu en Ben Bella l'espoir du socialisme en Algérie.

Un Etat prolétarien est indispensable pour caractériser la marche vers le socialisme. Ce qui n'est pas le cas pour l'Algérie.

Françoise MAIGNAN

(1) Editions « Présence Africaine ».

Travail exécuté par des ouvriers syndiqués.